

Après la Tunisie, émeutes de la misère au Maroc

P. 9-10-11

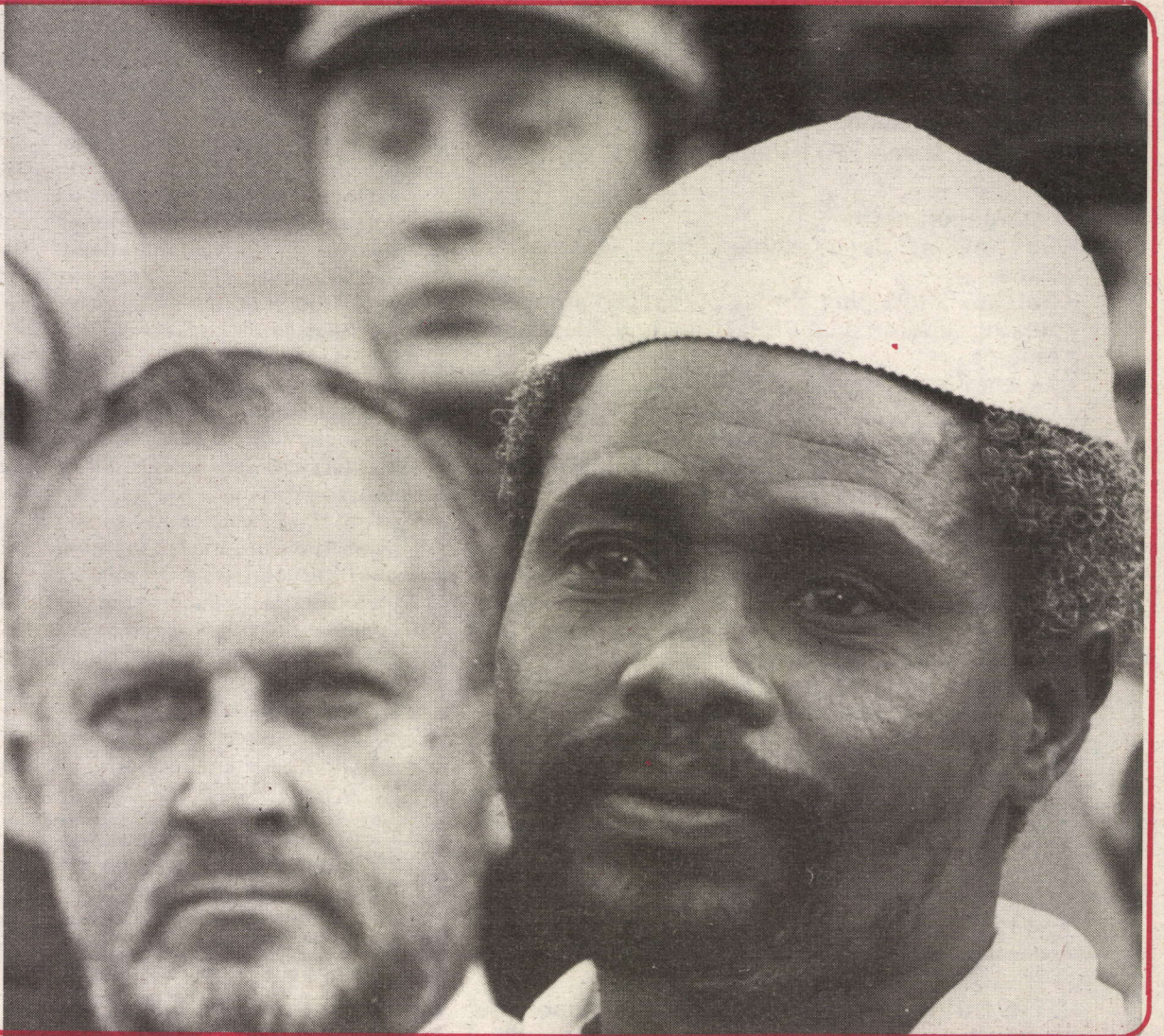
LUTTE OUVRIÈRE

**Automobile:
suppression
d'emplois
et chômage
partiel**

P. 12-13

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 817 - 28 janvier 1984 - prix : 6 F

**Renforts
de troupes
au TCHAD :
l'impérialisme
français
gendarme
des
peuples**



**LA NAVALE:
restructuration
sur le dos
des travailleurs**

P. 14-15

sommaire

Dans le monde

Page 6 :

- A Paris, procès de quatre nationalistes arméniens.
- Uruguay : succès de la grève générale.

Page 7 :

- Espagne : création d'un deuxième parti stalinien.

Page 8 :

- Liban : nouvelle escalade militaire en préparation ?
- Iran : parodie de procès pour le Toudeh.
- Japon : 89 morts pour la productivité.

Pages 9 à 11 :

- Après la Tunisie, les émeutes de la misère au Maroc.
 - De la guerre du Sahara à la guerre contre le peuple.
 - Une situation explosive.
 - L'impérialisme français, gendarme du Maghreb.

En France

Page 4 :

- Marcel Hasfeld n'est plus.
- Indre-et-Loire : débrayages dans l'Education nationale.

Page 5 :

- Négociations salariales dans la fonction publique : l'effet Le Pors.

Pages 12 et 13 :

- Dans l'automobile, suppressions d'emplois, baisse des salaires et chômage technique : Renault, Chausson, Citroën.
- PTT-CRAT Massy ; PTT Paris 18^e ; UAP Paris.

Pages 14 et 15 :

- Construction navale.
 - Des milliers de travailleurs dans les rues de Paris.
 - Bateaux 3 fois plus chers : où passe l'argent ?
 - Restructuration à La Ciotat : les travailleurs protestent.
 - La manifestation vue par les travailleurs de La Ciotat.
 - Censure syndicale à Saint-Nazaire.
 - La grève à Dunkerque avant la manifestation.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Le tombeau de l'éclair* de M. Scorza ; *Une lampe... le soir* d'E. Caldwell ; *La vie à deux* de D. Parker ; *La mère et l'enfant* ; *Le Père Perdrix* de Ch.-L. Philippe ; *Meurtres pour mémoire* de D. Daeninckx ; *Les jours de vin et de roses* d'A. Gerber.

Pages 18 et 19 :

- Film : *Le bon plaisir*.
- Télé : une série documentaire sur l'histoire du Vietnam.
- Théâtre : *Patience dans l'azur*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'actualité du combat de Lénine

Lénine est mort il y a 60 ans, le 21 janvier 1924. Leader incontesté du Parti Bolchévik, il a dirigé en 1917 la première révolution victorieuse de la classe ouvrière. Une révolution qui, parce qu'elle n'a pas pu s'étendre jusque dans les bastions de la bourgeoisie dans les pays occidentaux et libérer d'un coup toute l'humanité, a ensuite abouti à l'URSS de Staline puis à l'URSS d'aujourd'hui où, quoi qu'en dise Georges Marchais, le stalinisme est toujours bien vivant, avec ses hôpitaux psychiatriques, sa bureaucratie omni-présente et toute-puissante.

Les journalistes et les hommes politiques de la bourgeoisie, après avoir à l'époque déployé tous leurs efforts pour étouffer la jeune république des Soviets, ne manquent aucune occasion de souligner que les Soviets ont engendré la dictature stalinienne. Ils doivent d'ailleurs se féliciter de disposer aujourd'hui de ce repoussoir de l'idéal socialiste !

Ce point de vue est celui d'hommes attachés au système capitaliste, qui veulent se servir de la transformation du pouvoir démocratique des travailleurs en dictature féroce de la bureaucratie pour justifier leur conservatisme social. L'évolution stalinienne n'est pas le produit de la révolution prolétarienne, mais celle des conditions d'isolement et d'arriération dans lesquelles le nouveau pouvoir a grandi. Voir en Staline, père du « socialisme dans un seul pays » et chef tout-puissant de la bureaucratie, le successeur de Lénine reflète l'ignorance de ce que furent les idées de Lénine et son action à la tête de l'Etat ouvrier.

POUR LA RÉVOLUTION MONDIALE

Pour Lénine comme pour ses compagnons, la révolution en Russie n'était pas un but, mais un commencement. Internationalistes convaincus, ils savaient que le combat du prolétariat se situe dans une perspective internationale et que le socialisme sera mondial ou ne sera pas.

Lénine consacra une partie importante de son activité à la création, à la consolidation de l'Internationale communiste, parti mondial de la révolution. Malgré ces efforts, les mouvements révolutionnaires de l'après-guerre, en particulier la révolution allemande, ont échoué et la Russie soviétique s'est retrouvée isolée, abandonnée à ses propres forces.

Parallèlement à ce combat pour la révolution mondiale, l'URSS dut faire face à une guerre civile de trois années, largement appuyée par l'intervention de contingents de tous les pays impérialistes.

CONTRE LA DÉGÉNÉRESCENCE BUREAUCRATIQUE

Dès ses premiers mois d'existence, les dirigeants bolchéviques avaient conscience

des dangers qui menaçaient le jeune Etat ouvrier, de l'intérieur, à cause de son isolement au milieu du monde impérialiste, à cause aussi de l'état arriéré du pays.

« Nous savons parfaitement ce que signifie l'inculture de la Russie... — déclarait-il au VIII^e congrès du Parti Bolchévik, en 1919 — nous savons que cette inculture avilit le pouvoir des soviets et recrée la bureaucratie. En paroles, l'Etat soviétique est à la portée de tous les travailleurs ; en réalité, aucun de nous ne l'ignore, il n'est pas à la portée d'eux tous, loin de là ».

Déjà en 1918 il dénonçait le danger : « Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer tous les membres des soviets à la direction des affaires ».

Les derniers gestes politiques de Lénine, et ses derniers textes, furent marqués par la lutte qu'il avait entreprise contre la bureaucratie montante et contre le secrétaire général du Parti Bolchévik, Staline, qui incarnait déjà les déformations de l'appareil d'Etat soviétique.

Au milieu de la pénurie généralisée, cette bureaucratisation se manifestait par l'irruption dans les rouages du parti et de l'Etat d'une couche d'arrivistes. Ceux-ci, s'appuyant sur les paysans aisés (les koulaks) et sur les commerçants qui profitaient de la Nouvelle Politique Economique (la NEP), trouvèrent en Staline un représentant politique.

Revenant en octobre 1922 à l'activité politique, Lénine était fermement décidé à mener avec énergie la lutte contre ces dangers. Il préparait pour le XII^e congrès du parti, qui devait se tenir en avril 1923, selon ses propres termes, une « bombe ». Mais le 14 décembre, Lénine était frappé par une nouvelle attaque, qui le laissait à demi paralysé. Ses derniers gestes politiques seront de courtes notes, ou de courts articles, dictés à ses secrétaires.

Ces notes et ces articles visaient essentiellement Staline, en qui Lénine voyait, à juste titre, le principal représentant de toutes les tendances bureaucratiques. Le 4 janvier 1923, il ajoutait à son fameux testament un post-scriptum recommandant au

parti d'écarter Staline du secrétariat général. Au début mars, il rompait toutes relations personnelles avec Staline. Mais le 9, il subissait une troisième attaque, qui le privait de l'usage de la parole. Il mourait quelques mois plus tard.

La lutte de l'opposition de gauche, dirigée par Trotsky, pour un « cours nouveau » ne réussira pas à empêcher la victoire du stalinisme.

La révolution russe représente une première victoire de la classe ouvrière sur ses exploiters, mais pas une victoire définitive puisque la révolution prolétarienne n'a pas réussi à l'époque à vaincre dans le reste du monde. Mais ce n'est ni Lénine, ni le Parti Bolchévik, ni la classe ouvrière qui peuvent être rendus responsables de cet échec.

Et quiconque se pose sérieusement le problème de l'évolution de l'humanité, de la transformation de la société bourgeoise en une autre société, supérieure, socialiste, ne pouvait adopter un tel point de vue étroit.

La Première Guerre mondiale a ouvert une période de crises généralisées du système capitaliste, période qui dure toujours aujourd'hui. Depuis 70 ans, chacune des secousses du système capitaliste a ébranlé l'ensemble de la société et posé avec plus d'acuité l'alternative du socialisme ou de la barbarie. Et aujourd'hui, nous sommes peut-être à la veille d'une nouvelle secousse encore plus catastrophique.

La révolution russe a été la première tentative de la classe ouvrière sur la voie du socialisme. Les conditions historiques n'ont pas permis qu'elle triomphe du premier coup.

Il y en aura d'autres. Après tout, la bourgeoisie a bien eu besoin de plusieurs siècles pour imposer son pouvoir sur toute la planète, et cela n'a pas été sans des retours en arrière et des échecs.

Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que la classe ouvrière a failli dans sa tâche historique de faire évoluer l'humanité. Et si la révolution d'Octobre a finalement donné naissance au stalinisme, elle a aussi permis d'accumuler une énorme expérience pour les combats à venir. C'est cela l'héritage de Lénine.

Claude CHARVET

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE	NOM :
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE	Prénom :
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F
	Adresse :

	Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Renforts au Tchad :

L'impérialisme français gendarme des peuples

UN Jaguar abattu au Tchad, le pilote français tué : il est question de représailles et d'ores et déjà des renforts ont été envoyés à N'Djamena pour châtier ceux qui ont osé attaquer les troupes françaises. Et de nous répéter que cette attaque est d'autant plus condamnable que les troupes françaises sont là pour sauvegarder la paix.

Mais au Tchad les troupes françaises ne sont pas plus neutres qu'au Liban. Elles sont là pour aider un camp, celui du dictateur en place, Hissène Habré. Et le fait que Goukouni Oueddeï, rival de ce dernier, ne vaille probablement pas mieux pour le peuple tchadien ne change rien à l'affaire.

Le régime dictatorial, sanglant et corrompu installé naguère au Tchad pour que les capitalistes de l'ancienne puissance coloniale continuent à tirer profit de la misère et du dénuement de la population, ne parvient plus depuis longtemps à maintenir l'ordre dans ce pays, quel que soit le dictateur à sa tête. Alors, les troupes françaises sont là pour faire le travail des dictateurs autochtones incapables de maintenir l'ordre et de tenir leurs peuples. Elles sont là pour faire elles-mêmes directement la police, comme au temps colonial.

Mais elles sont là, aussi et surtout, pour avertir, au-delà du Tchad, que l'armée française demeure le recours pour les dictateurs défaillants ; qu'elle intervendra, s'il n'y a pas d'autre choix, pour que l'ancien empire colonial africain reste sous l'empire du grand capital français.

Au Tchad, c'est jusqu'à présent encore facile et les légionnaires n'ont eu à faire qu'à une maigre guérilla. Et seule l'hypocrisie gouvernementale fait du soutien libyen à cette guérilla une menace redoutable.

Mais l'explosion qui menace les dictateurs africains, autrement plus puissante que le malheureux SAM 7 qui a détruit le Jaguar, c'est celle des peuples affamés du continent pillé d'Afrique.

Hier, c'est en Tunisie, c'est au Maroc que le pouvoir a tremblé devant les émeutes de la faim. Bourguiba et Hassan II, tout en réprimant, ont dû, ont pu céder. Et, cette fois encore, cela a suffi pour atténuer la colère des pauvres. Et

ils savent tous, tous les dictateurs du Centrafrique, du Cameroun, de la Côte-d'Ivoire, que demain cela peut arriver chez eux, tout comme le savent leurs commanditaires et protecteurs de Paris.

Car partout en Afrique la population pauvre est encore appauvrie, pressurée, surexploitée, réduite à la famine pour que, malgré la crise, les classes riches du pays ne perdent rien, pour que les intérêts des dettes soient régulièrement versés aux banques occidentales, pour que les grandes sociétés étrangères — et en Afrique elles sont surtout françaises — qui exploitent les richesses de ces pays continuent à faire de bons profits.

Oui, les mêmes qui ici imposent des sacrifices aux travailleurs français, la réduction de leur niveau de vie, les licenciements et le chômage, pour que leurs profits n'aient pas à souffrir de la crise, imposent aux peuples pauvres du Tiers Monde des sacrifices encore plus considérables, en les réduisant à la famine pour pouvoir continuer à s'enrichir envers et contre tous.

Ce sont ces intérêts-là que l'armée française sauvegarde en Afrique. C'est cette exploitation éhontée qu'elle est chargée de préserver. Et l'intervention des troupes françaises au Tchad, en même temps qu'une démonstration de soutien à tous les chefs d'Etat qui se sentent menacés, est un avertissement à tous les peuples que, s'ils s'en prennent à leurs propres dirigeants, ils auront en plus à affronter un ennemi autrement plus puissant, l'impérialisme français et son armée.

Et, comme bien des fois dans le passé, c'est un gouvernement de gauche, c'est un gouvernement qui prétend parler au nom des travailleurs qui mène là-bas une sale guerre.

Non seulement il voudrait que tous les exploités, ici comme en Afrique, acceptent sans broncher tous les sacrifices qu'on leur demande pour que nos exploiters continuent à s'enrichir. Mais il voudrait aussi nous rendre complices du sale rôle que l'armée française joue là-bas.

Eh bien non. L'armée française en Afrique ne défend ni nos intérêts, ni ceux des peuples. Elle ne défend que l'intérêt de nos exploiters communs.

Alors, troupes françaises, hors du Tchad !

Arlette LAGUILLER

« Congés de reconversion »

Mauroy préfère les licenciements en douce

Il n'y a aucun doute à avoir : le gouvernement est bel et bien décidé à supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans les mois à venir. Mauroy dit et répète que, « si on ne supprime pas des emplois, les entreprises seront condamnées ». Et comme, pour le gouvernement, la bonne santé des entreprises, c'est-à-dire les profits des patrons, passe avant la défense des conditions de vie des travailleurs, il a bien l'intention de mettre à exécution les plans de réductions draconiennes des effectifs de la sidérurgie, des mines, de la construction navale, de l'automobile, de la chimie, du textile.

Oui, le gouvernement se prépare à des attaques de grande ampleur contre la classe ouvrière. Et il est inquiet. Il craint la colère des travailleurs. Le conflit Talbot n'y est pas pour rien.

Du coup, Mauroy vient d'inventer une nouvelle formule : « La modernisation sans licenciements ». On supprimerait tout de même des emplois, mais les travailleurs ne seraient pas licenciés, ils seraient envoyés en « congé de reconversion » pendant deux ans.

Avec quel salaire ? Mauroy n'en a rien dit. Il ne s'engage à rien. D'autant qu'il ne sait sans

doute pas encore qui va payer. Qu'à cela ne tienne, ça permettra d'autant mieux d'alimenter les négociations patronat-syndicats-gouvernement autour du tapis vert.

Mais où sont les garanties pour les travailleurs ? Mauroy a beau affirmer que les travailleurs ne seront pas licenciés pendant leur congé de formation, ce n'est que partie remise, car ils le seront à la fin des deux ans ! « C'est-à-dire lorsqu'ils auront effectivement retrouvé un autre emploi », précise le Premier ministre. Et ceux qui n'en auraient pas trouvé ? Mystère !

Mauroy voudrait sans doute faire croire que tous trouveront un emploi. N'envisage-t-il pas, dans les régions les plus touchées par le chômage, de définir des « périmètres de renaissance où devront venir s'installer des entreprises nouvelles, qui naturellement bénéficieront d'avantages incitatifs » ?

Mais voilà des années que l'Etat incite à coups d'exonérations, de subventions, de prêts, d'avantages divers, les patrons à investir... Sans résultats !

Et Mauroy voudrait encore une fois que les travailleurs acceptent de laisser leur avenir dépendre de la bonne volonté des patrons à investir, alors que, tout le monde le sait, et

Mauroy le premier, tant que durera la crise, les patrons investiront de moins en moins pour produire des marchandises qu'ils ne sont pas assurés de vendre et préféreront mille fois placer leurs capitaux dans la spéculation financière, qui rapporte beaucoup plus.

Non, Mauroy ne cherche pas à offrir une véritable protection aux travailleurs contre les licenciements. Il vise seulement à lanterner les futurs licenciés pour que leur colère n'éclate pas, pour les écarter en douceur des entreprises, mais en les licenciant tout de même au bout du compte, quand chacun se retrouvera seul face à ses problèmes, privé des moyens de réagir collectivement avec ses camarades de travail.

Voilà ce que veut Mauroy. Perpétuer ses mauvais coups, mais esquiver la colère ouvrière.

Cela prouve en tout cas que cette colère, le gouvernement la craint, qu'il est même peut-être prêt à payer pour la prévenir. Et ça, c'est un encouragement pour tous les travailleurs à se faire entendre haut et fort, à se faire craindre plus encore, pour obtenir de véritables garanties.

Dominique CHABLIS

RÉGION PARISIENNE

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky portera sur :

**Le P.C.F.
des origines
au parti
gouvernemental
d'hier
et d'aujourd'hui**

Elle aura lieu le vendredi 3 février à 20 h 30 dans la grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor Paris V^e.

Métro Maubert-Mutualité.

(Participation aux frais : 10 F). Retenez cette date !

Grève de la faim des réfugiés basques

Depuis le 20 janvier, 41 réfugiés basques espagnols ont entamé une grève de la faim dans la cathédrale de Bayonne. Ils veulent protester contre les expulsions, les assignations à résidence et obtenir la restitution du statut de réfugiés politiques.

Ils sont ainsi quelques centaines, de ce côté-ci des Pyrénées, à avoir fui l'Espagne. Leur situation est toujours précaire car ils servent en quelque sorte de monnaie d'échange entre les gouvernements français et espagnol. Il suffit que les relations entre l'Espagne et la France s'améliorent pour que le gouvernement espagnol obtienne de son homologue français de serrer la vis aux réfugiés basques. C'est ce qui se passe en ce moment : six expulsions vers Panama, quatre assignations à résidence au nord de la Loire, des tracasseries administratives. Et ces mesures s'ajoutent aux assassinats commis par un mystérieux GAL (Groupe Anti-terroriste de Libération) qui se spécialise dans l'exécution en France de réfugiés soupçonnés d'être proches de l'ETA par les autorités espagnoles (deux morts en moins d'un mois).

Ainsi, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France et en Espagne n'a rien changé à la situation des Basques, sauf qu'ils ont maintenant ouvertement contre eux les

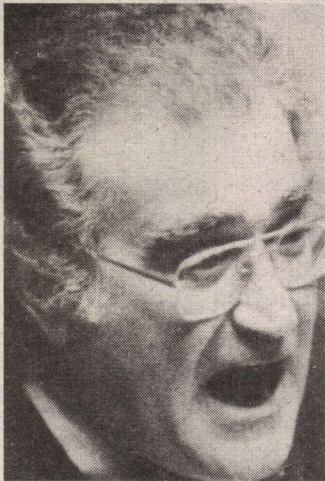
Partis Socialistes qui, des deux côtés de la frontière, se félicitent du nouveau climat dans les relations entre les deux gouvernements.

Enfin un missile c'est dangereux

Mercredi 25 janvier, une explosion a dévasté un laboratoire de la SNIAS, situé à Châtillon-sous-Bagneux dans la région parisienne, laboratoire où sont conçus des engins tactiques comme l'Exocet. Il s'agit d'un attentat qui a été revendiqué comme une réponse au raid de l'aviation française au Liban, sur Baalbek. Les dégâts sont seulement matériels.

C'est certainement un effet nouveau, et très sophistiqué, des merveilleux missiles de l'armée française. Quand on en tire un, on peut aussi bien recevoir une explosion en pleine figure, à retardement, à 3000 kilomètres de là.

Guillemets, point final



Fièvre à la Chambre : Les guillemets de Fillioud, ouverts puis refermés sur les « représentants du peuple » qui siègent à droite, et qui, par leurs amendements, font obstruction au vote de la loi sur la presse, ont fait monter la température.

De quoi, de quoi ! Alors, on n'accepte plus le suffrage universel... claque-

ments de pupitres, mouvements vers la sortie, cris : bref, il y a eu une de ces périodiques parties de cirque à l'Assemblée, qui, avec les retrouvailles à la buvette, font partie du fonctionnement de la vénérable institution parlementaire.

Mais on n'en est pas resté là, car ne voilà-t-il pas que Fillioud qui, auparavant, avait été insulté par des députés de droite, traité de « maître chanteur », « petit analphabète », « menteur », « provocateur », « filou », (les guillemets sont de la rédaction, fermez la parenthèse), se fait engueuler par ses amis de gauche... et vient faire des excuses.

Le défi est ainsi lancé : plus respectueux que respectueux de l'institution parlementaire, plus plat que plat devant les députés de droite, dites donc si vous trouveriez !

Marcel Hasfeld n'est plus

Les camarades du CERMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux) nous informent que Marcel Hasfeld n'est plus. Il est décédé le 19 janvier 1984 à l'âge de 95 ans.

Adversaire conséquent de la guerre, il fut de cette poignée de militants qui ne se rangèrent pas du côté de leur bourgeoisie, dès les premiers coups de canons de la Première Guerre mondiale.

En décembre 1914, il sera parmi les 8 membres du groupe libertaire des « Temps nouveaux », qui refusèrent de suivre Jean Grave dans l'Union sacrée.

Au cours de l'été 1915, avec quelques camarades, il participa à la création du « Comité d'action contre la guerre », dont il fut nommé trésorier. Peu après la Conférence de Zimmerwald de septembre 1915, se constitua le « Comité pour la reprise des relations internationales » dont il sera le trésorier et surtout un ardent propagandiste. C'est de ce comité qu'est issu par la suite le « Comité pour la III^e Internationale ».

Comme la plupart des militants syndicalistes-révolutionnaires, il adhéra au jeune Parti Communiste en 1923.

Partisan de la démocratie au sein des organisations ouvrières, il vota en 1925 contre l'exclusion de Boris Souvarine et, continuant à s'opposer à l'étouffement d'une vie politique normale à l'intérieur du Parti Com-

muniste, il en fut exclu en 1927.

Il créa à la fin de 1917 « La librairie du Travail ». Depuis 1978, il appartenait au Conseil d'administration du Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI).

Un truc infaillible pour gagner

La Loterie nationale a touché le gros lot. Son Tac-O-Tac marche très bien. Le premier tirage a eu lieu mercredi 25 janvier. Les 500 000 billets se sont vendus comme des petits pains. Cela va peut-être permettre à la Loterie nationale de se refaire un peu après l'énorme succès de son concurrent, le Loto.

De toute façon, Tac-O-Tac ou Loto, c'est tout bon pour l'Etat. Dans le Loto, par exemple, 55 % seulement des recettes sont versées aux gagnants. 15 % couvrent les frais et 30 % sont prélevés par l'Etat. Une excellente affaire puisque les jeux rapportent au Trésor presque 3 milliards de francs par an, équivalant à 4 % de l'impôt sur le revenu.

Au Tac-O-Tac, le plaisir est, paraît-il, d'abord dans le « grattage » du billet, puis, ensuite dans le « tirage ». Pour le « grattage » et le « tirage », l'Etat s'y connaît. Et passez la monnaie...

Indre-et-Loire

Education nationale : débrayages contre les suppressions de postes

Le gouvernement prépare la rentrée scolaire 1984 et s'il se montre « compréhensif » avec les patrons, le langage est tout autre dans l'Education nationale : pas de création de postes.

L'académie d'Orléans-Tours, deux départements déjà « déficitaires » en postes d'enseignants, verra les effectifs d'élèves augmenter à la prochaine rentrée. Mais le rectorat a décidé de supprimer 23 postes en Indre-et-Loire pour les transférer ailleurs.

Dans certains établissements c'est 3, 4, 5 postes qui seront supprimés à la rentrée 1984 sans que des baisses d'effectifs le justifient.

Cela veut dire une augmentation du nombre d'élèves par classe, la quasi-impossibilité de doubler les classes dans les enseignements scientifiques et techniques.

Cela veut dire le sacrifice de certaines matières comme dessin, musique, sport.

A l'annonce de ces suppressions de postes, nombre d'enseignants se sont mis en grève jeudi 19 et vendredi 20 janvier, soutenus par les parents d'élèves. C'était la colère. Et lors de « visites » à l'inspection académique, des responsables syndicaux se sont fait interpellés sur leur modération.

Le Vatican

Entre la bonne et la mauvaise foi

L'Osservatore Romano, journal attitré du Vatican, vient de publier une véritable déclaration de guerre contre les horoscopes, l'astrologie, et autres pratiques de voyance. Et il rappelle sévèrement à l'ordre les fidèles qui auraient versé dans ces pratiques. Car il y a croyance et croyance ! Aussi le Vatican a décidé d'éclairer les croyants, afin qu'ils sachent faire la distinction entre les miracles dûment tamponnés et brevetés par la sainte mère l'Eglise et auxquels on doit croire sous peine d'aller en enfer, et ceux qui ne sentent pas l'eau bénite, notamment toutes les prédictions et autres horoscopes qui ne sont que des pièges de Satan pour âmes trop cré-

dules.

Un bon chrétien doit se refuser à écouter les oracles de l'astrologie, car selon le théologien franciscain Gino Concetti, « Dieu seul connaît le futur de tout homme et de toute l'humanité ». Si les horoscopes constituent « un danger moral pour certaines personnes trop crédules », c'est parce qu'elles « manifestent un manque de confiance en Dieu et en sa providence ».

Les temps de crise sont vraiment durs. Même le Vatican doit faire la chasse à la concurrence déloyale de mages qui, en promettant la lune, risquent de lui enlever ses adeptes. Entre l'horoscope ou la foi, il faut choisir.

H.M.

Négociations salariales dans la fonction publique : l'effet Le Pors

Le 20 janvier dernier, Anicet Le Pors, ministre de la Fonction publique, a rencontré les syndicats de fonctionnaires pour entamer les négociations salariales. Plus de 4 millions de fonctionnaires, d'agents de l'Etat et des collectivités territoriales sont concernés. Les premières réunions auront pour but de tenter d'apurer le passé, c'est-à-dire d'examiner le rattrapage de salaire pour 1982 et 1983, avant de fixer quoi que ce soit pour 1984.

En novembre 1982, la plupart des organisations syndicales de fonctionnaires, sauf la CGT, avaient signé avec Anicet Le Pors, au sortir de la période de blocage des salaires, un « relevé de conclusions » qui prévoyait une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Or si l'on tient compte de l'augmentation de 2 % intervenue au 1^{er} janvier 1984, les salaires de la fonction publique ont été augmentés de 8 % pour 1983 (sans compter 2 % — dits « baladeurs » parce qu'ils ont été versés à des dates différentes selon la catégorie — et qui représentaient eux explicitement un rattrapage pour 1982). Il manque donc au moins 1,3 %, si l'on s'en tient aux estimations officielles de la hausse des prix,

décembre 1983 compris (sans compter les pertes de pouvoir d'achat dues aux cotisations supplémentaires pour la Sécurité sociale et la retraite).

Mais le gouvernement ne l'entend pas ainsi et se refuse à accorder le rattrapage promis. Il prétend que les comparaisons d'une année sur l'autre doivent se faire en « masse » de salaire perçu, et non plus en « niveau ». Il ne faudrait plus comparer les niveaux atteints par les salaires (leur montant), comme cela s'était toujours fait jusqu'à présent, mais leur masse, c'est-à-dire la totalité des salaires perçus sur l'année par rapport à l'année précédente — et selon cet ingénieux calcul non seulement les fonctionnaires devraient s'estimer heureux pour 1983, mais il s'avère même qu'ils ont été « tellement augmentés » qu'il ne reste rien à leur donner en 1984 ! Ainsi, si les fonctionnaires ne touchaient plus aucune augmentation en 1984, leur salaire moyen serait quand même supérieur de 6,17 % en 1984 par rapport à 1983. Et comme Mauroy a recommandé aux différents ministres de limiter la hausse des salaires à 5 % en niveau et à 6,1 % en masse en 1984, les fonctionnaires devraient accepter de voir leurs salaires complètement gelés

en 1984 ! C'est ce que l'on appelle l'« effet report », d'autant plus important que les augmentations sont versées tard dans l'année, c'est-à-dire sur la hausse effective des prix. En somme, plus les salaires ont pris du retard au cours de l'année, plus le gouvernement à le culot d'en tirer argument pour les augmenter encore moins l'année d'après.

Tout cela est quand même dur à avaler. Et toutes les organisations syndicales ont haussé le ton à l'issue de la première réunion. La CGT estime « les propositions du gouvernement inacceptables » et a organisé une semaine d'action du 23 au 27 janvier. FO reproche au gouvernement de manquer de moralité en changeant le mode de calcul en cours de route, et prépare une manifestation pour le 16 février. Quant à la FEN, elle constate que « même les gouvernements de droite n'avaient pas remis en cause l'indexation des salaires ».

Ainsi, même les centrales syndicales qui soutiennent ouvertement le gouvernement, comme la CGT, la CFDT ou la FEN, sont dans l'embarras. Car manifestement, s'agissant de l'Etat, il n'est plus possible de dénoncer « l'offensive du patronat », ni « l'attitude rétrograde du CNPF ». C'est le gouvernement lui-même qui affiche son intention d'être un des patrons les plus offensifs contre les travailleurs.



Anicet Le Pors se prépare à serrer la ceinture aux fonctionnaires

D'autres réunions sont prévues. Mais nul doute que, si les salariés de l'Etat ne s'en mêlent pas en tapant du poing

sur la table, leurs salaires vont devenir un modèle de rigueur et d'austérité.

Claude CHARVET

Ronde de policiers contre la valse des étiquettes

Sous prétexte de lutter contre l'inflation, qui ne devrait pas dépasser 5 % pour l'année 1984 selon Jacques Delors, 1 000 policiers en tenue viennent d'être chargés, à Paris et dans douze départements, non seulement de contrôler les prix chez les commerçants, ce qu'ils faisaient déjà l'an passé dans certaines villes de province, mais également de dresser procès-verbal à ceux qui feraient un peu trop valser les étiquettes. Voilà donc la dernière trouvaille du gouvernement pour enrayer la hausse des prix et lutter contre la vie chère !

Quant à son efficacité, pour en juger, il suffit d'entendre des dirigeants de grandes surfaces ironiser sur les problèmes que vont devoir résoudre les policiers s'ils veulent s'y retrouver dans leurs multiples étiquettes et références. Ou encore d'écouter le directeur de Carrefour, pas du tout inquiet de ces nouveaux contrôles et même plutôt content, paraît-il, qui déclarait à propos de la présence de militaires, gendarmes et autres policiers dans ses magasins : « Je n'ai jamais noté aucun trouble dans la clientèle ».

Evidemment, ce ne sont certes pas ces capitalistes

de la distribution, pourtant pas les derniers à faire payer le prix fort aux consommateurs et à contribuer à la valse des prix, qui vont pâtir de ces contrôles policiers. Depuis qu'il est en place, le gouvernement socialiste ne s'en est jamais pris aux capitalistes, et on ne voit pas pourquoi cela changerait soudain pour les trusts de la distribution alimentaire. Par contre, il sera bien plus facile aux policiers de s'en prendre aux épiciers, cafetiers, bref à tous les petits commerçants.

Bien sûr, les petits commerçants ne sont pas à l'heure actuelle les plus mal lotis, car ils répercutent sur leurs propres prix les augmentations que pratiquent les grossistes et autres capitalistes de la distribution. Mais ce sont les petits commerçants, et non les gros de la distribution, qui subiront les tracasseries policières et administratives.

C'est dire que, par cette nouvelle tâche qu'il assigne à la police, le gouvernement risque bien de ne réussir qu'à mécontenter et dresser un peu plus contre lui les petits commerçants... tandis que l'inflation, elle, continuera de bien se porter.

Joelle GERARD

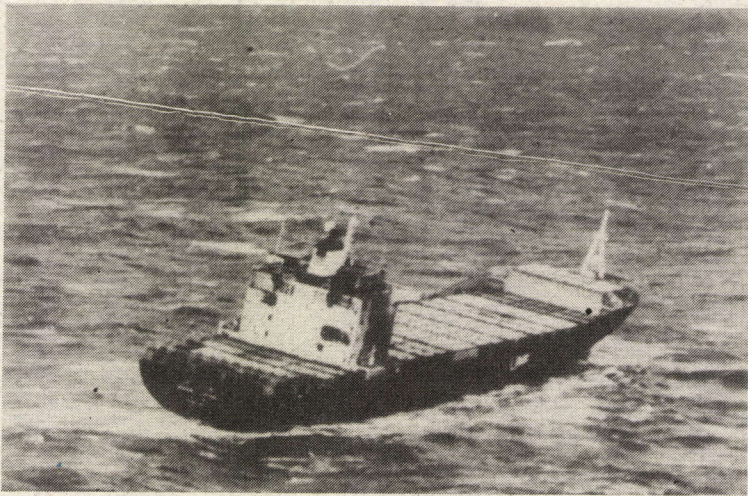
Les irresponsables

La tempête qui a sévi à partir du lundi 23 janvier dans la Manche et la mer du Nord a causé le naufrage d'un cargo appartenant à un armateur grec et battant pavillon libérien, faisant 15 morts et trois disparus. Neuf marins seulement ont pu être sauvés, dont l'un devait décéder peu après.

Si bien d'autres bateaux ont été mis en difficultés par la tempête, c'est donc encore une fois l'un d'entre eux naviguant sous pavillon de complaisance — pavillon du Liberia — qui n'a pas résisté à la mer. Et la tempête n'est certainement pas seule en cause dans ces quinze morts d'hommes.

De même, une dizaine de jours auparavant, il semble que l'irresponsabilité des industriels, des armateurs, de l'administration ait été elle aussi la première en cause dans ce qui pourrait devenir une véritable catastrophe écologique. Un cargo danois, venant de Newcastle en Angleterre, s'est trouvé en difficulté au milieu d'une tempête et a perdu — ou volontairement largué afin de se délester — 80 fûts d'un désherbant hautement toxique, le dinoseb, fûts qui auraient coulé par 50 à 100 mètres de fond, en mer du Nord, à 200 ou 250 kilomètres à l'ouest des côtes danoises.

On ne sait ni où, ni quand, ni comment l'accident s'est exactement produit : les dates varient entre le 13 et le 19 janvier, et l'accident n'a été rendu public au Danemark qu'à la fin



La tempête sur la Manche a provoqué de nombreux naufrages. Ici un porte-conteneurs libérien de 23 000 tonnes dérivant.

de la semaine dernière, et en Angleterre que le lundi 23 janvier. A l'heure actuelle, un navire de recherche danois attend que la tempête se calme pour partir à la recherche des fûts et les récupérer... si ceux-ci sont récupérables.

En attendant, le gouvernement danois a interdit la pêche dans toute une zone de 60 kilomètres de long du secteur de l'accident, zone parmi les plus poissonneuses de la mer du Nord. Le ministère anglais de l'Agriculture s'est contenté, lui, de recommander aux pêcheurs qui trouveraient les fûts de ne pas y toucher ! Il prétend par ailleurs que, même s'ils se sont ouverts dans leur chute, ils ne constituent pas une menace pour la faune marine. Ce que contestent formellement l'organisation écologique

Greenpeace et les experts danois, qui citent même un cas de décès dû à ce produit.

Quoi qu'il en soit, produit mortel ou non, le dinoseb apparaît comme un désherbant particulièrement dangereux. Cela n'empêche pas qu'il ait été visiblement transporté comme n'importe quel matériau inoffensif, sans que manifestement toutes les conditions de sécurité aient été prises quant à son conditionnement et au navire chargé des barils. D'ailleurs, le mystère fait par les autorités, tant britanniques que danoises, quant aux circonstances et aux conséquences exactes de l'accident, est à lui seul significatif de la légèreté qui a présidé à toute l'opération.

Vincent GELAS

Procès de quatre nationalistes arméniens

Le 24 janvier s'est ouvert à la cour d'assises de Paris le procès de quatre militants arméniens qui en septembre 1981 avaient pris 54 personnes en otage au consulat de Turquie à Paris, faisant un mort et un blessé parmi le personnel du consulat.

Par cet attentat, ils revendiquaient la libération des prisonniers arméniens en Turquie, une reconnaissance officielle par le gouvernement turc du génocide de 1915 et du droit des Arméniens à retrouver leur légitimité et leur patrie.

D'entrée le président du tribunal a situé le ton de ce procès, en rejetant le terme de terrorisme : « *Je n'aime pas le mot de « terroristes»* », a-t-il expliqué, et rappelant que certains chefs d'Etat aujourd'hui en place ont été traités hier de terroristes, il a ajouté qu'« *on pouvait toujours être considéré comme le terroriste de quelqu'un d'autre* ».

Et à en juger par le ton de la presse tant parlée qu'écrite, il semble qu'en France l'indulgence vis-à-vis de l'action des nationalistes arméniens soit de bon ton. Dans la mesure où la diplomatie le permet, dans la mesure où cela ne remet pas en cause les relations franco-turques, les revendications arméniennes

sont admises, c'est même une « *bonne cause* ».

C'est vrai que le peuple arménien a été victime d'un véritable génocide en 1915 de la part de l'Etat turc. C'est vrai que les massacres y ont fait plus d'un million de morts, que toute une population y a été privée de ses droits et déportée.

Mais le peuple arménien n'a pas été victime que du seul Etat turc, il a été victime aussi de tous les accords entre grandes puissances qui ont découpé, redécoupé la région au lendemain de chaque guerre mondiale. Tout comme le peuple Kurde qui a été utilisé par l'Etat turc contre les Arméniens, a été lui aussi massacré, pourchassé, privé de tous ses droits.

Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls peuples bafoués lors des règlements entre grandes puissances. Mais ce n'est pas cela qui empêche les pays occidentaux, les grandes puissances responsables au premier chef de cet état de fait d'avoir bonne conscience et même de se donner bonne conscience en manifestant à l'occasion de la sympathie, ou de la compréhension pour tel ou tel « *pauvre peuple* ». Du moment que cela ne remet pas en cause leurs intérêts de grandes puissances.

Alors s'adresser à ces mêmes grandes puissances, attendre de leur compassion une aide, une solution puisque telle est l'orientation des nationalistes arméniens, c'est faire fausse route. C'est croire que les pays impérialistes parce qu'ils ont, eux, des régimes relativement démocratiques vont apporter la liberté aux peuples opprimés.

C'est aussi se refuser à voir qu'en Turquie il n'y a de

toute façon pas de liberté, pas seulement pour les minorités nationales, mais que les ouvriers, les syndicalistes, les opposants, tout ce qui bouge et s'oppose tant soit peu au régime est pourchassé.

Sans doute il y a un peuple qui, avec la bénédiction de l'impérialisme, a réussi à mettre fin à deux mille ans de diaspora, le peuple juif. Mais c'est pour être victime d'une autre façon, utilisé par l'impérialisme comme machine de guerre contre

les autres peuples du voisinage.

Voilà le genre de solution que l'impérialisme pourrait prôner un jour, pour l'Arménie, s'il avait besoin de recourir aux services d'un nouveau peuple gendarme aux confins de la Turquie et de l'URSS.

Pour les peuples opprimés il n'y a pas de véritable solution hors de la lutte avec tous les opprimés pour balayer de ce vieux monde le système impérialiste.

Cécile BERNIER

Turquie

Démocratie musclée

En Turquie, pas un jour ne passe sans condamnations à mort — 70 depuis les élections de novembre dernier —, grèves de la faim de détenus, tortures ou arrestations.

L'*Humanité* du 26 janvier rapporte que huit révolutionnaires de l'organisation Dev-Yol ont été condamnés à mort le 24 janvier, que cinq autres de leurs camarades devaient connaître le même sort, s'ils n'étaient

déjà morts en prison à la suite de longs sévices. Vingt-six procès sont actuellement en cours, concernant 3 000 personnes dont 500 risquent la mort.

Depuis le 29 décembre, les prisonniers de Diarbakir et d'Ankara font la grève de la faim, cinq sont morts à Diarbakir et un condamné à la détention à vie a été assassiné dans sa cellule. Quant au Kurdistan turc, depuis le début 1984, ce

sont 62 peines de mort qui ont été prononcées et 200 autres requises.

Les militaires turcs se sont retirés en novembre du devant de la scène politique. Mais les civils installés à leur place, en la personne du président Ozal font tout aussi bien en matière de répression. Toute démocratie qu'elle se prétend, la nouvelle équipe gouvernementale ne croit, elle aussi, qu'en la paix des cimetières et la loi de la potence.

Uruguay

Succès de la grève générale

Mercredi 18 janvier, l'Uruguay a été paralysé par une grève quasi totale. Cette journée de protestation a été organisée par le Conseil Intersyndical des Travailleurs (PIT), organisme fondé le 1^{er} mai dernier, non reconnu par le gouvernement militaire, mais qui regroupe 120 syndicats et la majorité des 900 000 salariés du pays.

Cette grève avait pour but de protester contre la politique du gouvernement qui a imposé une baisse radicale des revenus réels de la population. En 1983, l'inflation a atteint 51,5 % alors que les salaires n'ont augmenté que de 10 %. En ce début d'année, les salaires ont certes été relevés, mais en même temps, les tarifs ont brutalement été augmentés de 30 %. Les impôts atteignent maintenant jusqu'à 35 % des reve-

nus modestes, et le chômage touche 15 % de la population active. Avec la bénédiction du FMI qui réclamait des mesures d'austérité pour prêter ses dollars.

Ces dernières semaines, plusieurs secteurs étaient déjà entrés en lutte, alors que les grèves sont interdites par les militaires. Des débrayages ont eu lieu dans les transports, des grévistes ont occupé une usine textile, une usine d'électroménager, la flotte de pêche a également été paralysée par les grèves.

Ces mouvements de grève, et surtout la journée de protestation du 18 janvier, témoignent du refus de la politique anti-ouvrière du gouvernement, en même temps que de la dictature elle-même.

Les militaires ont répondu en interdisant le

PIT. La police et les blindés ont fait évacuer les usines occupées et la censure a été encore renforcée sur la presse qui n'a plus le droit de publier quelque information que ce soit concernant les grèves.

Les militaires qui envisageaient des élections générales pour le 25 novembre 1984, et la transmission du pouvoir aux civils pour le 15 mars 1985 menacent de rejeter ces promesses à plus tard. Entre la détérioration de la situation économique qui les pousse à laisser le pouvoir empoisonné aux civils, et la montée de la combativité ouvrière qui les incite à exercer une répression accrue, les militaires semblent choisir, pour l'instant, de parer au plus pressé. Mais pour combien de temps ?

Bertrand GORDES

Snif, snif !

Une compagnie américaine vient d'inventer un robot gardien de prison. Muni de capteurs auditifs et olfactifs, ainsi que d'une caméra, sur certains modèles, il saura tout voir, tout entendre et tout sentir.

Seul petit problème : il est incapable de différencier un détenu d'un gardien. Cela promet peut-être des situations cocasses pour l'avenir ; mais, en tout cas, on ne peut lui en vouloir : qu'on soit d'un côté ou de l'autre des barreaux, l'odeur de prison est la même !

Provocation

Aux Philippines le dictateur Marcos traverse une profonde crise de mégalomanie. Il se fait actuellement tailler un gigantesque portrait dans un flanc de montagne.

Le site choisi est celui d'Agoo à 200 km de Manille. La montagne surplombe d'un côté l'inévitable autoroute Ferdinand Marcos et de l'autre le non moins inévitable terrain de golf Ferdinand Marcos.

Véritable provocation au peuple philippin que ce monument destiné à immortaliser l'un des plus féroces dictateurs d'Asie. Ce qui explique probablement que celui-ci n'ait pas osé le faire sculpter autrement qu'en grand secret, dévoilé au hasard de la chute d'un échafaudage.

Création d'un deuxième parti stalinien

Un mois après le congrès du PCE, célébré à Madrid entre le 14 et le 18 décembre 1983, les pro-soviétiques viennent de tenir le leur. Il est peut-être trop tôt pour prévoir les conséquences de la division interne du PCE, que le XI^e congrès n'a fait qu'aggraver, et de la création d'un nouveau Parti Communiste, qui se proclame ouvertement pro-soviétique. En tout cas, il semble bien qu'il y aura dès maintenant deux Partis Communistes sur l'arène politique.

La victoire de Gerardo Iglesias sur Santiago Carrillo a été bien mince. Le rapport de l'actuel secrétaire général n'a été approuvé que par dix voix de différence (386 en sa faveur, 376 contre et 25 abstentions). Finalement, le secteur « officiel » d'Iglesias a pu garder le contrôle de la direction du parti, mais les partisans de Carrillo contrôlent, eux, dix comités régionaux, dont celui de Madrid. Les discussions ont tourné sur le bilan de la transition et la politique du PCE depuis 1979. Mais l'enjeu était en réalité de voir qui réussirait à prendre le contrôle de la direction.

Le futur du PCE est donc rien moins que clair. Sous l'égide de Carrillo, il a essayé de se glisser sur l'espace politique du PSOE. Pour se donner une image respectable, le PCE a fait toutes les concessions possibles et imaginables (acceptation de la monarchie juan-carliste et du drapeau bicolore, défense des pactes de la Moncloa et de la politique d'austérité initiée par Suarez, abandon du léninisme et de tout ce qui pouvait rappeler ses origines, etc.).

Mais les résultats de cette politique servile n'ont pas été ceux que Carrillo attendait. Il n'y a pas eu de gouvernement d'union nationale ni de strapontins gouvernementaux pour les communistes. Au contraire, en menant cette politique, le PCE a perdu les deux tiers de ses militants et de ses électeurs, en même temps que l'influence conquise sur la classe ouvrière pendant la dictature. N'ayant plus besoin de lui, la bourgeoisie espagnole l'a remis à sa place... en le remerciant pour ses services. « C'est une dette que la démocratie espagnole aura toujours envers l'ancien secrétaire général du PCE », écrivait récemment l'éditorialiste de *El País* se référant à cette période.

Maintenant, depuis la débâcle électorale du 28 octobre 1983 et le remplacement de Carrillo par Iglesias à la tête du PCE, et après la division interne que le XI^e congrès vient de consacrer, on peut dire qu'il y a deux clans, deux fractions au sein du PC : celle de Carrillo, qui s'est « gauchi » dernièrement, essayant d'agglutiner autour de lui et de ses inconditionnels tous les militants inquiets et mécontents — y compris les pro-soviétiques qui restent dans le parti — et celle d'Iglesias, qui prétend réintégrer tous les expulsés par Carrillo et propose un parti « à l'italienne ».

Mais, pour compliquer encore les choses, tous les pro-soviétiques jusqu'ici dispersés viennent de s'unifier dans ce qu'ils appellent « Parti Communiste des Peuples d'Espagne ». La principale formation qui s'est intégrée à ce nouveau parti est le PCC, le Parti des Communistes Catalans, qui s'est constitué en mars 1982 après l'expulsion du PSUC d'une vingtaine de membres de son Comité central. En dehors des partisans de Lister, qui s'est séparé du PCE en 1970 au nom de la fidélité à l'Union soviétique, tous les dissidents pro-soviétiques, notamment le curé Garcia Selve, Fidel Alonso, leader des Commissions Ouvrières de Madrid, Garcia Lobo, dirigeant de Commissions Ouvrières paysannes de l'Andalousie, et beaucoup d'autres qui militaient dans divers groupes, ont rejoint la nouvelle formation et nommé secrétaire général l'ancien ami de Santiago Carrillo, Ignacio Gallego.

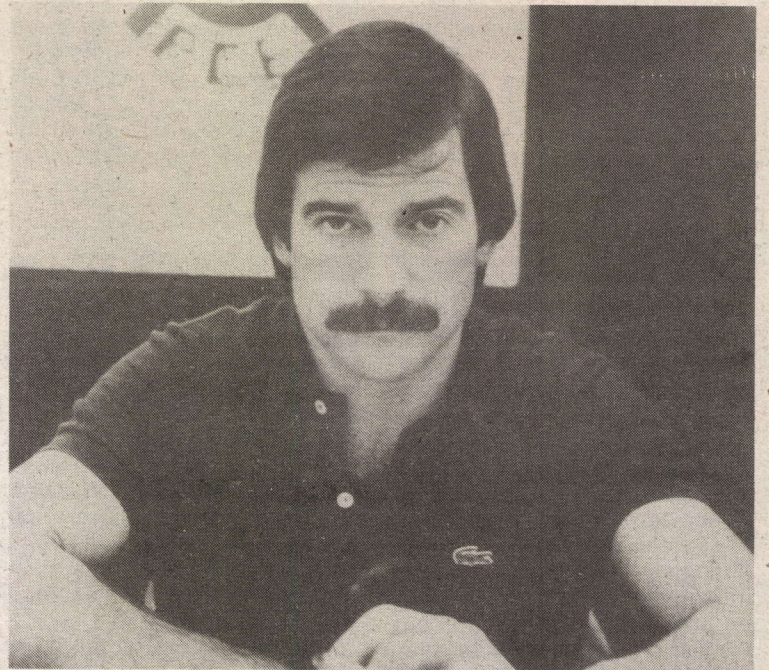
Selon les organisateurs du congrès d'unification, ils comptent sur environ 20 000 membres. Mais ils espèrent être rejoints par la majorité des militants pro-soviétiques qui restent encore au PCE.

Ignacio Gallego, le leader de ce nouveau parti, a été considéré pendant de longues années et jusqu'à 1977 comme le dauphin de Carrillo, auquel il s'est maintenu toujours fidèle depuis le début de la guerre civile. Ce ne fut que le 11 octobre 1983 qu'il quitta la direction du PCE. Dans sa lettre de démission, il renvoyait dos à dos les « euro-communistes » et les « rénovateurs », en affirmant que l'abandon du léninisme, les critiques à l'Union soviétique et les pactes sociaux n'avaient fait qu'affaiblir le PCE. « // y

a plus de cent mille communistes qui ont quitté le parti ou en ont été expulsés pour leur identification avec les idées léninistes et leur sympathie envers l'Union soviétique », s'écriait-il dans sa lettre. Et il compte manifestement sur eux pour renforcer l'organisation qu'il dirige maintenant.

Sur le plan international, le nouveau parti a tenu à manifester bruyamment sa fidélité à la « mère Russie » et à la « grande patrie soviétique », à la « vaillante armée de l'URSS qui a si courageusement accouru pour répondre à l'appel du peuple de l'Afghanistan ». Il semble donc qu'il s'agit bel et bien d'un retour aux sources stalinienne du PCE.

Sur le plan national, ils considèrent que « la république fédérale est le meilleur système pour configurer l'Etat espagnol ». Mais Ignacio Gallego s'est empressé de préciser dans



Gerardo Iglesias, actuel secrétaire général du PCE.

une conférence de presse que le nouveau parti « respecterait l'ordre constitutionnel et ne mettrait nullement en cause la monarchie de Don Juan Carlos ».

Sur le plan syndical, il faut s'attendre à une âpre lutte au sein des Commis-

sions Ouvrières. Celle-ci existait déjà en Catalogne depuis la création du PC catalan. Mais maintenant elle va s'étendre un peu partout et elle risque bien d'affaiblir encore plus le syndicat communiste.

Gabriel CATALA

Hongrie

Les travailleurs pressurés au profit des banques occidentales

Des hausses de prix pour les produits de consommation courante viennent d'entrer en vigueur en Hongrie depuis le lundi 23 janvier, hausses annoncées par le gouvernement deux jours auparavant.

La viande et les produits à base de viande, des conserves et des produits surgelés augmentent de 20 %, la volaille et les poissons de 10 %, la bière de 15 %, les produits énergétiques de 15 %, le fuel domestique de 20 %. Doivent également augmenter les tarifs des autobus de 7 % et certains matériaux de construction comme le ciment et les tuiles de 30 %.

Dans le même temps, le gouvernement hongrois annonçait une augmentation des salaires de 5 % et des allocations spéciales pour les retraités, les étudiants et les familles nombreuses.

Cette politique n'est pas nouvelle. Le gouvernement

hongrois avait déjà imposé de fortes augmentations de prix en 1976, puis en 1979, année où les prix avaient augmenté en moyenne de 20 %, avec à l'intérieur de cette moyenne + 50 % pour le pain, + 50 % pour la farine, + 36 % pour la viande, ce qui équivalait à une baisse de 10 % du niveau de vie.

L'origine des nouvelles hausses tient en fait à l'endettement de la Hongrie vis-à-vis des banques du monde occidental. Sa dette atteint aujourd'hui environ 7 milliards de dollars. Et si auparavant l'Etat hongrois parvenait à en payer les intérêts sans trop de mal, c'était grâce à ses exportations. Mais le ralentissement du commerce international dû à la crise lui a rendu la tâche plus difficile depuis quelques années. Et, pour rembourser ses dettes, l'Etat hongrois tente de réduire ses dépenses en supprimant progressive-

ment les subventions aux prix à la consommation pour les produits de première nécessité.

Cette politique n'est d'ailleurs pas particulière à la Hongrie parmi les Démocraties Populaires, puisque ce sont précisément des mesures du même type, prises pour les mêmes raisons, qui avaient déclenché les révoltes ouvrières en Pologne en 1980. En fait, malgré le statut particulier qui est le leur, les Démocraties Populaires n'échappent pas au sort que la crise du capitalisme réserve à tous les pays pauvres. Comme dans tous ces pays, c'est la population des Démocraties Populaires, et surtout la population laborieuse, qui paie par une aggravation de ses conditions de vie pour que les profits puissent continuer à rentrer régulièrement dans les coffres des banques capitalistes.

Marie-Claude SOLAC

Liban

Nouvelle escalade militaire en préparation ?

Un petit vent de panique semble s'emparer des forces françaises et américaines stationnées au Liban.

Selon les services de sécurité américains, des groupes de combattants se prépareraient à lancer de nouvelles actions suicides contre les campements américains. Cette fois-ci ce sont des avions kamikazes qui pourraient s'écraser contre

les positions américaines ou françaises.

Les autorités américaines semblent prendre au sérieux cette menace. Le Pentagone a fait équiper en hâte ses bâtiments de missiles antiaériens « Stinger ». Les appareils commerciaux survolant la Méditerranée orientale ont été avertis de ne pas s'approcher des unités navales américaines qui

croisent au large de Beyrouth. Et comme les rumeurs sur ces attaques kamikazes laissaient entendre que de petits avions pourraient être utilisés (et même des... planeurs), les Américains ont même racheté pour 110 millions de dollars onze hélicoptères italiens destinés à l'Iran, de crainte qu'ils ne soient utilisés contre eux.

Plus grave : Georges Shultz

le secrétaire d'Etat américain, a déclaré que les Etats-Unis pourraient lancer des « raids préventifs », pour prévenir ces éventuelles attaques aériennes.

Simple avertissement, ou préparation psychologique à une nouvelle escalade militaire au Liban ? Difficile à dire. Un quotidien syrien estimait de

son côté, selon *Le Monde* du 25 janvier, « qu'Israël et les Etats-Unis avaient l'intention de provoquer une « explosion » au Liban et de lancer une opération de grande envergure ». Et il est en effet tout à fait possible que ces avions kamikazes puissent servir de prétexte à de nouveaux raids meurtriers sur le Liban.

Stéphane HENIN

Pas moyen de trouver un coin tranquille pour l'ambassade française de Beyrouth

L'ambassade de France à Beyrouth est à vendre. En effet les autorités françaises jugeraient ce bâtiment, situé dans le secteur ouest de la capitale libanaise, en plein quartier musulman, beaucoup trop vulnérable. Les « terroristes » peuvent circuler dans ce quartier

comme ils le veulent. Et, malgré tout l'arsenal de précautions pris par les militaires — grilles, blocs de béton coulés au beau milieu des rues, gardes renforcées —, l'ambassadeur ne se sent pas en sécurité.

La décision de changer

l'ambassade de lieu ne serait pas encore prise par le Quai-d'Orsay, car l'installation dans la zone chrétienne ne comporte pas que des avantages. D'abord, ce transfert sera considéré par tous comme un engagement encore plus marqué aux côtés des partis chré-

tiens, du Parti Phalangiste en particulier, qui contrôlent cette zone. Ensuite, ce quartier est également bombardé, par les Syriens et les Druzes.

L'idée de trouver un emplacement dans la zone du palais présidentiel ne doit guère sourire plus à l'ambassadeur,

depuis les bombardements de ces derniers jours.

Alors, s'il n'est pas possible de trouver un coin tranquille au Liban, l'ambassade a toujours la possibilité de se replier sur l'hexagone et, tant qu'à faire, en rembarquant avec elle les troupes françaises.

B.G.

Iran

Parodie de procès contre le Toudeh

Quatre-vingt-six militants du parti Toudeh ont été condamnés samedi 21 janvier par le régime de Khomeiny : six à la prison à vie, un à trente ans, cinq à vingt ans, six à quinze ans, un à quatorze ans, trois à douze ans, les derniers à moins d'un an.

Le procès s'est tenu à huis clos et les accusés n'ont pas eu droit à un avocat. Ils étaient accusés d'appartenir à une « organisation secrète du Toudeh » (Parti Communiste iranien, interdit en mai 1983) et de

chercher à renverser le régime par les armes. Les seules preuves : des « aveux » soutirés par la torture, ce que le juge a qualifié de « miracle de la révolution ».

Les accusés n'ont pas été condamnés à la peine de mort. Mais qui peut dire le sort qui les attend dans les prisons de Khomeiny ?

D'autres communistes seront prochainement jugés. Appartenir à une organisation communiste est en soi déjà condamnable pour les juges de Khomeiny.

Pourtant, le Toudeh avait soutenu le nouveau pouvoir — regrettant parfois telle ou telle mesure. Mais, pour les dictateurs de Téhéran, la seule existence d'une organisation autre que celle des religieux est une faille dans leur système. Ils savent que tolérer un autre parti c'est prendre le risque qu'il puisse regrouper un jour tous les mécontents du régime. Et ils les éliminent tous, les uns après les autres, même les plus dociles.

Guy FICHET

Japon

83 morts pour la productivité

Il y a une semaine, 83 mineurs sont morts au Japon. Ils étaient 700 dans un puits de la mine de charbon d'Ariaka dans l'île de Kyushu, quand un incendie a éclaté dans une galerie qui s'enfonce à 220 mètres sous la mer. Un peu plus de six cents ont pu s'enfuir. Les autres, bloqués au fond, sont morts asphyxiés.

Dans cet accident, tout accuse la direction de la mine. Selon les mineurs rescapés, elle a attendu deux heures avant d'alerter ses services de sécurité et cinq heures avant de prévenir la police. Quant aux systèmes de sécurité, ils se sont révélés inefficaces.

En 1963, dans le puits voisin, une explosion avait fait 458 morts. Le puissant trust Miike-Mitsui, propriétaire de la compagnie minière, avait alors fait

installer des systèmes de sécurité présentés comme les plus modernes et les plus fiables. Cette fois-ci, les détecteurs de fumée n'ont pas fonctionné et il n'y a pas eu d'alerte au feu.

Le directeur-adjoint du trust, lors d'une conférence de presse, a dégage sa responsabilité en affirmant que la compagnie avait « fait de son mieux » et qu'il n'y avait pas eu « d'accident mortel dans cette mine depuis deux ans ». Effectivement, le dernier accident remonte à octobre 1981 : 60 morts !

Sans doute est-ce là, aux yeux des directeurs de trust, le prix « normal » à payer pour augmenter la productivité de l'industrie charbonnière. Mais ce prix, ce sont les travailleurs qui le payent, de leur vie.

Sylvie MARECHAL

Communiqué

Assad emprisonne

Nous publions ci-après des extraits d'un appel du Parti Communiste Syrien. Précisons qu'en Syrie il y a deux Partis Communistes. L'un, dirigé par Khaled Bagdache, participe au gouvernement de Assad. L'autre, qui s'oppose à la politique de celui-ci, est dans l'opposition et plusieurs centaines de ses militants sont en prison, dont son premier secrétaire, Riad El-Turk, dont parle l'appel :

« Le régime confessionnel en Syrie mène de nouveau une campagne de terreur contre le camarade Riad El-Turk, le premier secrétaire du Parti Communiste Syrien, qui a été arrêté le 28 octobre 1980 et a été

depuis lors, à maintes reprises, soumis aux pires tortures physiques, le jetant dans le coma, au bord de la mort. (...) »

« Depuis une semaine, le régime a de nouveau transféré le premier secrétaire du Parti au centre d'arrêt militaire de Damas, où il a été écroué dans une cellule sombre et soumis de nouveau aux tortures physiques les plus sauvages, dans l'espoir de lui arracher des prises de position contre la ligne du Parti, décidée au V^e Congrès en décembre 1978. (...) »

« Des nouvelles sûres confirment que la vie du camarade Riad El-Turk est de nouveau en danger imminent. Nous nous adressons à l'opinion démocra-

tique arabe et internationale, à toutes les instances des droits de l'homme (...), en leur demandant de tout entreprendre pour que cesse la campagne de tortures physiques contre notre camarade, et pour que sa vie soit sauvée. »

« Nous demandons que soient libérés notre camarade et les milliers de détenus démocrates et patriotes, ou qu'ils soient déférés devant un tribunal légal et constitutionnel, où le droit sacré de défense leur sera assuré selon la Charte des droits de l'homme et toutes les jurisprudences internationales. »

Le Parti Communiste Syrien
Comité de l'étranger »

Le mensuel trotskyste

LUTTE DE CLASSE

de janvier 1984 est paru

AU SOMMAIRE :

- Talbot : un avertissement de ce que sera la politique du gouvernement et des syndicats.
- Révolte de misère en Tunisie : Bourguiba se survit, le bourguibisme est mort.
- Les élections présidentielles américaines : Jesse Jackson et les démocrates en quête du vote de la communauté noire.
- Nicaragua : jusqu'où vont les pressions de l'impérialisme américain.

PRIX: 6 F

Après la Tunisie les émeutes de la misère au Maroc

Un mois à peine après la Tunisie, le Maroc est à son tour ensanglanté par des émeutes où la police et l'armée ont tiré sur des foules sans armes. Comme celles de Tunisie, les émeutes du Maroc ont eu lieu à cause d'une augmentation

pouvoir payer les dettes considérables contractées auprès des banques occidentales, le gouvernement se disait obligé d'économiser sur les subventions allouées aux denrées de première nécessité et de rétablir « la vérité des prix ».

puisse continuer à être menée contre les Sahraouis qui veulent leur indépendance.

Mais cette logique-là, la population ne l'a pas admise. Et c'est le roi qui a dû reculer devant la colère des jeunes lycéens, des travailleurs, des pauvres des bidonvilles. Les hélicoptères de l'armée, les chars ont été envoyés mitrailler les manifestants. L'armée a quadrillé les villes. Et pourtant la population a préféré affronter les balles que d'accepter de mourir de faim. Et le roi du Maroc, comme avant lui Bourguiba, a eu peur de la colère désemparée de cette population pourtant désarmée.

Partout dans les pays du Tiers Monde, pour ne pas léser les intérêts des banques et des grands trusts occidentaux qui exploitent les richesses et la main-d'œuvre mal payée de ces pays, pour ne pas s'en prendre à la minorité de riches qui étalent insolemment leur luxe, les gouvernements tentent de pressurer encore plus les masses populaires, de rogner encore sur leur niveau de vie en accablant les miséreux à la famine et en jetant dans la misère des millions de gens. Pour que vivent les profits des exploités !

Et en Tunisie et au Maroc les exploités étrangers, ce sont souvent des capitalistes français, les mêmes qui ici imposent, à l'aide du gouvernement qui ne leur refuse rien, la réduction du pouvoir d'achat de la population laborieuse, les licenciements et le chômage, en

prétendant là aussi qu'il est impossible de faire autrement, qu'il n'y a pas d'autres solutions à la crise. Il n'y a pas d'autres solutions, quand les riches refusent de payer les dégâts de leur propre système, celui dont ils profitent.

Quant à nous, travailleurs de ce pays, sachons que nous ne perdons rien pour attendre : de Mauroy à Chirac en passant par Marchais, on nous réserve le même sort. La France aussi est un des pays les plus endettés. Et nos exploités nous disent aujourd'hui qu'il faut la vérité de l'emploi. Demain, ils nous diront aussi qu'il faut celle des prix et qu'il faut que toute la population s'appauvrisse pour payer les intérêts des emprunts des riches.

Oui, ils feront payer la crise au prix le plus fort à ceux qui ne se défendent pas, à ceux qu'ils arriveront à convaincre d'accepter les sacrifices, à ceux qui ne se battent pas pour les obliger, eux les riches, les possédants, à renoncer à leurs profits, à prendre sur leur fortune pour payer eux-mêmes la crise de leur propre système. Mais si en France nous refusons nous aussi de payer pour les patrons, pour les spéculateurs, pour les marchands de canons, si nous avons la moitié du courage qu'il a fallu aux travailleurs du Maroc et de Tunisie, alors le jour est proche où ce sont les possédants qui devront rendre gorge.

Editorial
des bulletins d'entreprises



Le 22 janvier 1984, blindé dans les rues de Nador.

démessurée des prix des principaux produits alimentaires. Trop pour les plus pauvres. Et, comme en Tunisie, les pauvres du Maroc, malgré la férocité de la répression, ont contraint le gouvernement à reculer.

Pourtant depuis des mois le gouvernement marocain, comme avant lui le gouvernement tunisien, préparait ces augmentations de prix, en prétendant qu'il n'y avait pas d'autre solution. Pour

Alors que la moitié de la population vit déjà dans la misère, le gouvernement marocain, un gouvernement d'union nationale incluant des socialistes, prétendait prendre encore aux pauvres et à la population laborieuse, pour que les banquiers occidentaux puissent continuer à toucher leurs intérêts, pour que les riches ne perdent rien des profits qu'ils font en exploitant le pays, pour que la guerre

Une situation explosive

Depuis les émeutes de Casablanca en 1965, c'est à maintes reprises que les explosions populaires ont secoué le régime de Hassan II. Grèves, manifestations, jacqueries se sont succédées, jusqu'à l'explosion de juin 1981 à Casablanca, à chaque fois réprimées dans la violence et dans le sang. Mais cette fois-ci le mouvement, déclenché semble-t-il par les lycéens dès le 4 janvier contre la hausse des tarifs d'inscription pour le bac, a duré et surtout s'est étendu à la quasi-totalité des grandes villes du pays. Et dans le nord et l'est du pays, même le recul du roi renonçant aux hausses programmées n'a pas calmé la colère et l'exaspération populaires. La jeunesse des écoles a entraîné à ses côtés celle des quartiers pauvres et des bidonvilles et finalement toute la population, dans un mouvement de révolte contre la misère, le chômage, la faim, mais aussi contre la dictature.

« Contre la vie chère, assez, le peuple veut la vie » criaient les manifestants.

Dans ce pays où près de 10 millions de personnes sur 25 disposent de moins de 3,50 F par jour pour vivre, les dernières hausses annoncées par Hassan II ont fait l'effet d'une

véritable provocation. Sans doute, Hassan II avait pris la précaution de déclarer : « Les augmentations doivent épargner les pauvres, à qui nous ne pouvons plus nous permettre de demander quoi que ce soit ». Mais les hausses étaient là. Déjà en août dernier, alors que les salaires sont bloqués depuis deux ans, des produits de première nécessité avaient augmenté, par exemple le sucre de 18 %, l'huile de 30 %, le beurre de 67 %, la farine de 35 %. Le litre d'huile Lesieur revenait à 10 F, l'huile d'olive à 15 F.

Les loyers, qui n'ont pas été bloqués, absorbent près de la moitié des revenus des familles dans les villes. Même dans les quartiers miséreux de Casablanca, ils sont très élevés, de l'ordre de 250 dirhams par mois pour une famille, alors que le salaire moyen d'un ouvrier est de 500 dirhams (un dirham équivaut à peu près à un franc français).

Alors les dernières hausses de janvier, sur l'essence (qui affectent les travailleurs se déplaçant en mobylette), sur les bouteilles de gaz butane, le savon, les bougies, ont fait déborder la coupe.

Les manifestations ont pris un tour d'autant plus explosif

dans les quartiers populaires que la population y est très jeune — 50 % a moins de 20 ans — et que tous ces jeunes se sentent laissés pour compte. Un quart d'entre eux n'a jamais été scolarisé, un sur trois est au chômage. Parmi ces jeunes démoralisés, sans perspectives, la consommation de toutes sortes de drogues misérables est devenue chose courante, de la tartine de cirage au quignon de pain noirci dans les pots d'échappement des bus, paraît-il, provoque une ivresse brutale mais est un véritable poison pour l'organisme.

C'est cette jeunesse désemparée qui est descendue dans la rue et a affronté la mitraille et les blindés. Cette jeunesse, que le roi dans un discours haineux qualifiait de « ramassis de contrebandiers, de bandits, de fainéants », par son courage a contraint Hassan II à reculer. Elle l'a payé de dizaines, peut-être même de centaines de morts et de blessés. Et ce n'est pas tout. C'est par centaines que la police emprisonne aujourd'hui.

Mais les pauvres du Maroc, et au premier rang les jeunes, ont montré qu'ils étaient une force capable de faire reculer la dictature.



Juin 1981 à Casablanca : l'armée patrouille

Communiqué

Suite aux événements survenus au Maroc, durant lesquels le pouvoir a une fois de plus pris la responsabilité d'ouvrir le feu sur les manifestants, l'Association des Marocains en France (AMF) et l'Association des Travailleurs Marocains en France (ATMF) organisent une manifestation de soutien au peuple marocain :

**le samedi 28 janvier 1984 à 14 heures
de Barbès à Ménilmontant.**

Elles convient l'opinion publique française et toutes les consciences libres et éprises de justice à manifester leur solidarité avec le peuple marocain et leur indignation devant les méthodes sanguinaires et antidémocratiques du pouvoir au Maroc.

□ De la guerre du Sahara à la guerre contre le peuple

La guerre du Sahara, toute la presse l'a relevé, joue un rôle de premier plan dans les difficultés économiques du Maroc.

En effet les importations de matériel militaire absorbent 45 % du budget de l'Etat marocain. La guerre, c'est un milliard de centimes dépensé chaque jour.

L'arrêt de cette sale guerre menée dans le sud du pays permettrait sans aucun doute d'alléger le tribut insupportable que cela représente pour la population marocaine. Mais de cela, il n'est pas question. Hassan II, lors de son discours à « son bon peuple », le 27 décembre dernier, dans lequel il annonçait une nouvelle période d'austérité renforcée, a tenu à préciser : « D'aucuns se demandent : pourquoi ne pas parler des dépenses de guerre ? A cela, nous répondons : de telles dépenses n'ont pas à être évoquées ici, car le Maroc est contraint de rester toujours en état de guerre. Non pas parce qu'il désire faire la guerre. Mais, cher peuple, n'oublie pas ceci : ta situation générale, ta position géographique, tes ressources naturelles

(...) et plus que cela tes potentialités humaines constituent autant de raisons qui te mettent en état de défense. (...) Les dépenses de guerre ne sont donc pas en cause. Elles constituent une nécessité. (...) »

A cause de ces dépenses de guerre, si nécessaires qu'il n'y a pas lieu d'en débattre, le Maroc s'est vu dans l'obligation d'emprunter à l'étranger.

Autrement dit, la guerre n'existerait pas qu'Hassan II l'inventerait. Et en effet cette guerre contre les nationalistes sahraouis, qui dure maintenant depuis huit ans, est bien utile au régime.

La guerre du Sahara a permis au roi d'obtenir le consensus de toutes les formations politiques du pays : des partis traditionalistes au Parti Communiste.

Les socialistes de l'USFP et les communistes du PPS se sont même livrés à la surenchère sur ce terrain, se permettant même d'émettre des critiques envers le régime d'Hassan II, accusé de ne pas vouloir véritablement récupérer ce territoire.

Les socialistes ont même été invités à entrer

dans le gouvernement d'union nationale formé en novembre dernier pour renforcer l'unité sur la question du Sahara. Ils se taisent aujourd'hui, non moins que les syndicalistes, devant la politique d'austérité du gouvernement.

Et cette guerre a permis de renforcer et de développer les moyens de l'armée, principal pilier de la monarchie marocaine, cette armée dont les blindés et les balles ont servi cette fois-ci contre la population qui manifestait sa colère, contre les jeunes, les femmes et même les enfants dans les quartiers populaires des grandes villes du pays.

Car c'est à cela que sert cette armée de 200 000 hommes, si puissante et si flattée par le pouvoir.

Cette armée omniprésente (au point qu'elle a pu être tentée à plusieurs reprises, en 1971-1972 avec le général Oufkir, puis en 1982-1983 avec le général Dlimi, d'éliminer le roi pour prendre directement le pouvoir) est là pour protéger les richesses des nantis et des parasites qui ont bâti leur fortune sur la misère de la population.

Un pays pauvre où les riches se remplissent les poches



D'après une enquête menée par l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, c'est au Maroc que les écarts de salaires sont les plus importants de tout le Maghreb. Ils seraient de 1 à 30. C'est dire si les inégalités sont extrêmement marquées et si, dans ce pays pauvre, la caste des riches défend ses privilèges. Mais cela, ce n'est qu'un petit exemple des inégalités, dans ce pays où la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, où la corruption, le vol, la concussion et le gaspillage règnent du haut en bas de l'appareil d'Etat. Les petits fonctionnaires, payés au SMIC, se paient sur l'habitant et réclament de l'argent pour le moindre papier, la moindre pièce d'état-civil.

Mais l'exemple vient d'en haut. Des fortunes colossales ont été amassées en peu de temps par des hauts fonctionnaires ou des dirigeants de sociétés nationalisées. La plus importante est celle de Karim Lamrani, l'actuel Premier ministre et patron de l'Office chérifien des phosphates, la première entreprise publique du pays.

Mais la famille royale et les proches du Palais affichent une richesse sans commune mesure avec la pauvreté du pays. Le roi est le premier servi. C'est lui en effet le premier propriétaire terrien et aussi le premier homme d'affaires. Au travers de dizaines de prête-noms et de sociétés-paravents, il empêche des profits colossaux. Sans compter que les ressources de l'Etat sont à sa disposition. Les châteaux, ceux qu'il fait construire ou reconstruire dans toutes les

principales villes du pays, sont un des aspects du gaspillage et de la dilapidation des biens publics par le roi. Car c'est aux frais de l'Etat que des chantiers pharaoniques se sont montés à Tanger, Fès, Meknès, Ifrani, Rabat, Skirat, Casablanca, Agadir ou Marrakech.

Le décorateur français André Paccard et son architecte, français aussi, Michel Pinseau, sont parmi les personnalités les plus haïes du pays, eux qui encouragent et profitent des fastes royaux : robinetterie en or au palais de Fès, vestibules à coupole escamotable pour laisser paraître le ciel à Marrakech, Fès et Agadir. Le *Monde Diplomatique* de janvier 1984 signale que la seule salle de bains du palais de Marrakech, dans laquelle peu d'or a été utilisé, n'aurait pas coûté moins de 500.000 dirhams (un dirham égale un franc).

Mais « la personne du roi est inviolable et sacrée » (article 23 de la Constitution) et toute critique à son égard interdite.

Alors quand le roi, lors de son discours télévisé du 27 décembre 1983, a promis de faire le recensement des fortunes et appelé les nantis à payer pour les pauvres, dans un grand effort de solidarité nationale, il n'était guère crédible et n'a pas été cru. Pas plus que son ministre de l'Intérieur, qui promettait, lui, « d'enrichir les pauvres sans appauvrir les riches ».

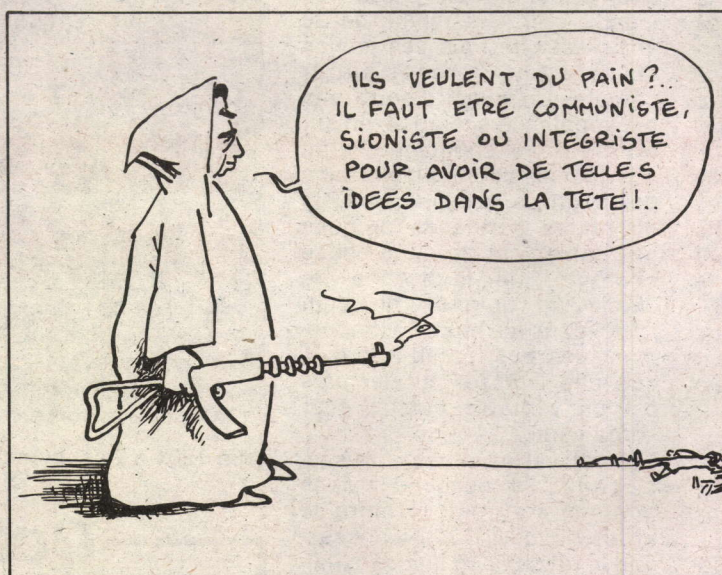
Tous les pauvres du pays ont ressenti comme une véritable provocation l'annonce d'une austérité renforcée et ce sont les manifestations de rue qui lui ont répondu.

La main de l'étranger a... bon dos

Lors de son intervention dimanche 22 janvier, Hassan II a déclaré que les troubles survenus ces jours derniers au Maroc avaient été téléguidés de l'étranger, et particulièrement de l'Iran. Il a tenu à ce que « tout le monde sache que, désormais, des ordres stricts ont été donnés afin que quiconque manifestera dans la rue ou colportera de fausses nouvelles soit sévèrement réprimé. Le dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi ».

Il a ensuite ajouté que, toutefois, « il n'y aura pas d'augmentation des prix des produits de première nécessité », cette décision ayant été prise suite aux résultats du recensement sur les fortunes — ou plutôt sur la pauvreté — fait dans le pays.

Ce n'est vraiment pas la peine d'aller chercher l'Iran, le monde « marxiste-léniniste » et



les « services de renseignement sionistes » pour expliquer les mouvements de révolte contre les augmentations de prix pour les denrées de première nécessité. Ce refrain des éléments extérieurs, on l'a déjà entendu en France, à une autre échelle bien sûr. En janvier 1983, Mauroy

n'avait-il pas déclaré, à propos des grèves de Citroën, Renault-Flins et Chausson, y voir la main des intégristes ?

Hassan II et Mauroy ont cela en commun : la même hargne des bourgeois et des nantis contre les travailleurs ou les pauvres lorsqu'ils revendiquent.

Hassan II saigne le peuple marocain à son profit, et à celui des banques occidentales

Les augmentations prévues sur les denrées de première nécessité, qui ont révolté la population, font partie d'un nouveau plan de rigueur proposé par le FMI à l'Etat marocain.

LE POIDS DE LA DETTE

En effet, l'Etat marocain est de plus en plus endetté à l'extérieur. En 1983, la dette extérieure marocaine s'élevait à 11 milliards de dollars. Ce chiffre correspond pour le Maroc à 90 % du Produit intérieur brut (PIB). Or en 1972, la dette s'élevait à 900 millions, soit 17 % du PIB.

L'Etat marocain ne peut en aucun cas rembourser ces sommes invraisemblables aux banques étrangères — et françaises en particulier. Il faut savoir que, pour 1983, le simple service de la dette englobait 40 % de la valeur des exportations du pays.

Aussi l'Etat marocain, comme beaucoup d'autres pays sous-développés, n'a

plus qu'à essayer de faire de nouveaux emprunts pour payer le service de la dette. Et il n'est pas en mesure de discuter des conditions avec ceux à qui il emprunte. Le gouvernement marocain en arrive à s'endetter de plus en plus lourdement, pour payer uniquement les intérêts de sa dette. Et il demande régulièrement un rééchelonnement de sa dette extérieure.

La dernière demande de rééchelonnement de la dette, le FMI l'a accordée au gouvernement marocain en échange dès début 1984 d'un resserrement de l'austérité, mission confiée au nouveau gouvernement d'union nationale.

Le gouvernement a procédé à des coupes importantes dans les dépenses publiques, a dévalué le dirham et a adopté de nombreuses mesures d'austérité. Ainsi le nouveau plan prévoyait la suspension des subventions pour le sucre, le beurre, l'huile, le thé, ce qui allait aboutir à une augmentation de ces produits.

ET LA SITUATION EMPIRE

Et avec la crise, l'économie marocaine, tout entière tournée vers l'exportation des phosphates et des primeurs, est littéralement ruinée. Et alors que le poids de la dette augmente, les ressources en devises se tarissent.

C'est ainsi que le prix des phosphates vendus sur le marché mondial s'est effondré. Rien qu'en 1983, il a baissé d'un tiers. Et les pays riches, dont la France, profitent ainsi à des prix bradés de la principale richesse du Maroc.

Quant aux produits agricoles, la situation n'est pas meilleure. Après que la France a incité le Maroc à développer en grand les productions d'agrumes, de tomates, afin de pouvoir s'approvisionner à bon compte, la France avec toute la CEE

ferme maintenant de plus en plus ses frontières aux produits marocains, laissant les producteurs se débrouiller avec leurs surplus. C'est ainsi par exemple que le Maroc, qui exportait 170 000 tonnes de tomates vers la CEE en 1980, n'en exportait plus de 65 000 tonnes en 1982.

Les deux principales exportations procurent donc de moins en moins de devises. La première ressource est du coup désormais assurée par les transferts en devises des travailleurs marocains à l'étranger. Ils rapportent environ 6 milliards de dirhams (6 milliards de francs). Mais là aussi la situation est précaire et risque de se détériorer, face à la politique des patrons et gouvernements européens qui, comme en France, favorisent la politique du retour.

Les liens de dépendance du Maroc sous-développé

avec les pays impérialistes, au premier rang desquels se situe la France, impliquent le pillage de ses richesses et l'exploitation de sa main-d'œuvre dans les périodes de prospérité économique. Mais ils impliquent une exploitation et un pillage encore accrus en période de crise, tant il est vrai que les pays impérialistes usent de leur puissance et de leur force pour faire payer un maximum la crise d'abord aux pays sous-développés.

La pression qu'ils exercent ainsi par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat de ces pays est si forte qu'elle devient littéralement insupportable aux millions de gens qu'elle jette dans la misère. Et l'explosion de colère, au Maroc comme en Tunisie, constitue un véritable coup de semonce pour l'impérialisme français.

Car la révolte des peuples embrasant le Maghreb pourrait bien annoncer sa ruine.

L'impérialisme français gendarme du Maghreb

Coup sur coup, les éditorialistes de *Libération* du 23 janvier et du *Monde* du 24 janvier s'inquiètent sur la tournure explosive des manifestations qui ont éclaté successivement en Tunisie et au Maroc. Le Maghreb, qualifié de « *poudrière* » par *Libération* et de « *chaudron* » par *Le Monde*, est en effet en quelque sorte l'arrière-cour de l'impérialisme français. C'est ce que *Le Monde* traduit ainsi : « *Les secousses que viennent de subir la Tunisie et le Maroc, la famine dans laquelle se débat la Mauritanie, portent un coup sévère à leur volonté de modernité et à l'édification d'un Maghreb qui comptera 100 millions d'habitants en l'an 2000. Fortement liée à cette région par l'histoire et par les intérêts, la France ne peut être qu'affectée par les bouillonnements du chaudron* ». Ce que *Libération* exprime plus crûment, en faisant prédire aux diplomates américains que « *la France ferait mieux... de se préoccuper « fissa » du Maghreb, avant qu'elle se retrouve confrontée aux mêmes problèmes qu'eux en Amérique centrale* ».

Eh oui, la France, ancienne puissance coloniale, a gardé des intérêts dans ses anciennes possessions du Maghreb.

Au Maroc, bien que bon nombre de grandes entreprises aient été « *marocanisées* » et soient en majorité sous contrôle étatique, on trouve parmi les 115 entreprises marocaines citées par *Jeune Afrique* le nom de quelques grosses sociétés françaises ou à participation française, comme Total-Mory qui arrive en quatrième position par le chiffre d'affaires, Renault-Maroc, la CGE, Lesieur, la CGCT ou encore

Renault-Industrie.

Le capitalisme français continue de piller le Maroc, comme bon nombre de ses anciennes colonies, par l'exploitation directe ou par le biais de prêts et « *d'aides* » diverses consentis par les banques françaises.

L'impérialisme français est resté le gendarme de cette région, et à ce titre il prête assistance à l'armée marocaine. Deux pays en effet équiper et entraînent l'armée marocaine. Les Etats-Unis équiper l'armée de l'air, ce qui fournit des débouchés certains à ses marchands d'hélicoptères et d'engins électroniques de surveillance en tout genre. Westinghouse a ainsi remporté le contrat de 250 millions de dollars pour la couverture radar complète du territoire marocain.

Mais c'est la France qui se charge de l'équipement et de l'entraînement de l'armée de terre, autrement dit l'infanterie et les blindés. Et pour cela l'armée française maintient 230 instructeurs sur place. C'est elle qui forme les troupes chargées de la répression et des combats de rues. Une assistance directement intéressée, car c'est bien cette armée qui est la garante de la stabilité d'un régime qui assure les profits des capitalistes français.

Alors, de là à ce que, comme pour les Etats-Unis et l'Amérique centrale, comme c'est déjà le cas au Tchad, les troupes françaises puissent être envoyées en renfort — au cas où l'armée marocaine ne suffirait plus au maintien de l'ordre impérialiste —, voilà ce qui s'envisage, avec plus ou moins de cynisme, dans les milieux gouvernementaux français.



Mitterrand arrose en compagnie d'Hassan II la construction, sous le contrôle d'une entreprise française, d'un barrage à Ait Chouarit, le 30-1-83

La fuite des capitaux prétexte à brimer les pauvres

Alors que le gros de la dette extérieure est provoqué par l'achat d'armements pour la guerre du Sahara et le remboursement des prêts aux banques occidentales, comme l'a reconnu Hassan II lui-même à la télévision marocaine, sous prétexte d'enrayer la fuite des devises étrangères l'Etat marocain se livre à toute une série de pressions et brimades à l'égard de la population. C'est ainsi que des pressions sont faites sur les travailleurs émigrés en France ou en Europe, pour qu'ils rapatrient le maximum de leurs salaires. Par exemple, lorsqu'ils rentrent au pays, il leur est conseillé d'acheter leur billet de retour sur place au Maroc, et non de prendre un aller-retour du

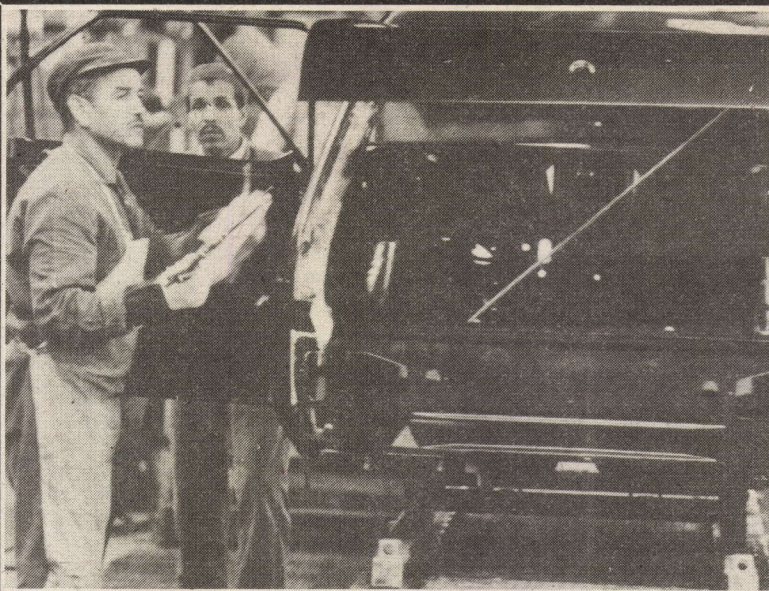
pays de départ, même si cela doit leur coûter plus cher. Sinon ils risquent tout bonnement d'avoir quelques ennuis administratifs à la frontière.

C'est ainsi aussi que, depuis un an environ, l'Etat a renforcé les contrôles aux frontières. Toute une partie de la population de Tétouan ou de Nador, villes voisines des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, allait se ravitailler de l'autre côté de la frontière, où les prix sont beaucoup plus bas, plus bas qu'en Espagne même.

Des milliers de personnes vivaient de ces petits trafics. Des autocars entiers passaient, moyennant un pourcentage à la douane, celle-ci fermant les yeux. Mais le gou-

vernement a renforcé les contrôles douaniers, instaurant même un timbre de 500 F à chaque passage, bloquant les achats extérieurs de la population et acculant à la misère toute une population qui n'a pas d'autre moyen de survie. C'est ce que l'Etat marocain appelle « *lutter contre la corruption* ».

Comme si la fuite des capitaux était le fait des pauvres gens, et non celui des capitalistes ! Le roi lui-même ne se gêne apparemment pas pour mettre sa fortune en sûreté, aux Etats-Unis ou en France, lui qui se fait construire un super-ranch « *à la Dallas* » aux USA, ou qui fait restaurer somptueusement son château de Betz, en Ile-de-France.



Suppression d'emplois chez Renault

Renault vient de faire savoir qu'il compte supprimer 8 000 emplois en 3 ans dans sa branche automobile, bien que la production de 1983 (2 050 000 voitures) approche le record de 1982 (2 053 677). Les pertes de parts de marché en France (- 4 points) et en Europe sont largement compensées par un accroissement des ventes aux USA, et la Régie compte renouveler prochainement sa gamme de voitures.

C'est donc uniquement pour des gains de productivité que la Régie Renault envisage ces suppressions d'emplois, qui font suite aux 10 000 des six dernières années.

La Régie affirme qu'elle ne licenciera pas. Elle pré-

tend que les départs naturels, les appels au départ en pré-retraite grâce au Fonds National pour l'Emploi et les plans de « retour volontaire » qu'elle va proposer aux travailleurs immigrés suffiront. Encore faudrait-il qu'il y ait des volontaires et que les propositions intéressent vraiment les travailleurs en question. Ce qui n'est pas du tout évident !

Mais, même s'il n'y a pas vraiment de licenciements, ces suppressions d'emplois, dans une entreprise nationalisée d'un secteur considéré comme pilote, accentuent un chômage croissant dans le pays, chômage qui pèse de plus en plus sur les conditions d'existence de toute la classe ouvrière.

Renault Billancourt

Une « aide au retour » qui a tout du licenciement au volontariat

Mardi matin, une affiche de la direction a été posée dans tous les départements. Elle annonçait principalement que la Régie avait l'intention de proposer aux « travailleurs émigrés qui le souhaitent une réinsertion active dans leur pays », sans autre précision.

Immédiatement, dans les départements d'OS, dans l'île Seguin comme au 14 ou au 49, les commentaires ont été vifs. Ainsi au 49, à l'entrée de l'équipe d'après-midi, devant l'affiche, un groupe de travailleurs émigrés discutaient : « Ça y est, c'est comme chez Talbot » ; « Pas question de partir comme ça ; cela fait 20 ans que je travaille à Billancourt ! ». Au département 14, les travailleurs émigrés dans leur ensemble se sentent visés, et là aussi les réflexions sont nombreuses : « Pas d'accord pour partir. Je suis là depuis 25 ans, je suis autant émigré dans mon pays qu'ici ». Ou alors : « Ils n'ont plus besoin de nous. On a laissé 20 ans de notre vie ici, ils veulent qu'on parte. C'est dégueulasse ! ».

Beaucoup sentent que cette intention de la direc-

tion est une attaque. Un travailleur émigré disait dans un groupe : « Je suis prêt à me battre, mais il faut que les Français soient avec nous, pas comme chez Talbot ». La plupart des OS émigrés ont beaucoup d'ancienneté à la Régie. Un d'entre eux résumait ainsi ce que ses camarades pensaient : « Cela fait 30 ans que je travaille à la Régie. J'ai été aux Forges, aux barres de torsion, j'ai cotisé à la Sécurité sociale pour la retraite, le chômage. Si on me vire, qu'on me paye mes droits ! ». Et les travailleurs français des secteurs d'OS, même s'ils ne sont pas directement concernés, n'en pensent pas moins : « Cela est mauvais aussi pour nous ».

Le lendemain de la parution de l'affiche, les syndicats n'avaient pas pris publiquement position.

Pour l'instant, on en est là. Et, présentée comme une mesure « d'aide au retour », la mesure de licenciement volontaire qu'envisage la direction envers les travailleurs émigrés est prise pour ce qu'elle est : une attaque de la direction.



Chausson

La méthode douce pour réduire les effectifs ?

La direction générale Chausson, au cours d'une réunion avec les représentants syndicaux, a laissé entendre qu'elle pouvait être amenée à réduire les effectifs du groupe (qui compte environ 11 500 personnes).

Les problèmes de Chausson viennent des décisions de Peugeot et de Renault (actionnaires à 70 % de Chausson), qui ont diminué le nombre de véhicules qu'ils font fabriquer dans les usines Chausson.

Pourtant, Chausson vient de recevoir des prêts, à des conditions plus qu'avantageuses, de 1 milliard 200 millions de francs. Mais cet argent ne servira pas à créer des emplois. Au contraire, la direction Chausson a fait savoir que certains investissements permettant de supprimer des postes pourraient être lancés.

Alors, la direction Chausson

s'est adressée aux syndicats pour leur demander de gérer avec elle ses problèmes.

D'abord elle demande l'appui des syndicats pour réclamer, lors d'éventuels contacts avec les constructeurs automobiles et l'Etat, que Chausson reçoive du travail. Donc, première étape : transformer les syndicats en représentants de commerce.

Ensuite, si malgré tout il fallait supprimer des emplois, le représentant de la direction Chausson a tenu à affirmer : « En aucun cas nous ne ferons comme à Talbot, quoi qu'il arrive ». Si nous avons des problèmes, nous en discuterons avec les syndicats, a-t-il tenu à affirmer, en se voulant rassurant et en précisant qu'il y avait neuf cents personnes, âgées de 56 ans et plus, qui pouvaient partir, d'ici fin 1985, en pré-retraite.

Dernier volet : « Nous ne sommes pas absolument hostiles à une réduction du temps de travail, si ça ne coûte pas plus cher que le chômage partiel ». Avis aux amateurs !

Certes, si tout cela fait apparaître que pour l'instant les patrons de Chausson veulent, comme ils le disent, « s'y prendre en douceur », cela n'est pourtant pas rassurant pour l'avenir. Car, en douceur ou pas, les actionnaires se préparent à réduire les effectifs pour garantir leurs profits. Mais en aucun cas ils n'envisagent de toucher aux sommes d'argent considérables qu'ils ont engrangées. Et en attendant, le chômage partiel touche largement plusieurs établissements : Creil, Gennevilliers et Asnières.

Correspondant LO

Chausson Creil

La baisse des salaires officialisée

Cinq jours de chômage en février viennent d'être annoncés à l'usine de Creil. Cela fait suite à trois jours de chômage en décembre et trois jours en janvier. Si, au début, ce chômage n'a pas été pris de façon trop dramatique (les jours tombaient au moment des fêtes), maintenant le salaire commence à être très amputé. Pour le salaire moyen, cela fait 350 F de moins en décembre, 350 F en janvier et 600 F en février, soit au total une amputation de 1.300 F sur la paye.

Mais ce qui scandalise tout le monde c'est que, dans le même temps, les cadences journalières sont en augmentation. Par exemple, des ateliers de Tôlerie 504, on sort maintenant soixante-cinq voitures, contre soixante en décembre. Et si, dans le reste de l'usine, la direction essaye de maquiller

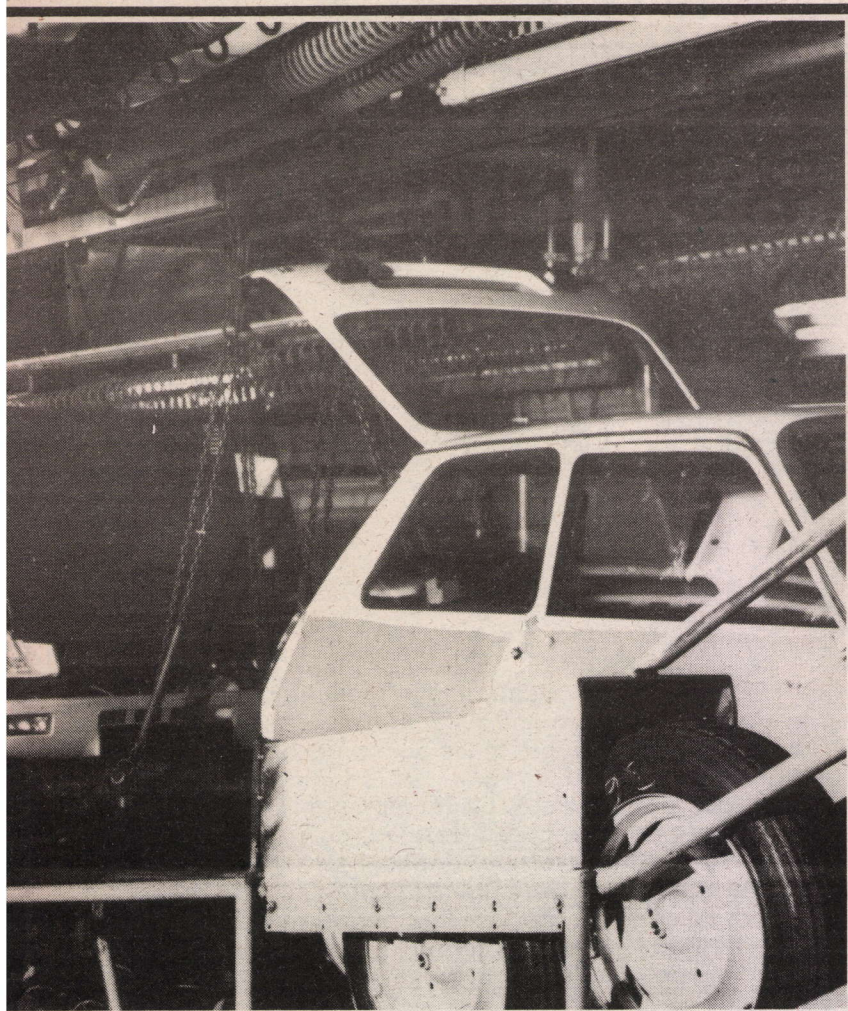
comme elle peut cette progression de la productivité et des cadences, tout le monde a le sentiment de compenser au moins une partie du chômage avec du travail supplémentaire.

Et pour en rajouter, s'il était besoin, la direction a tenu, dans le cadre de sa politique d'économies, à payer à ne rien faire quelque quatre à cinq cents cadres, agents de maîtrise et assimilés qui, eux, ne chômeront pas, contrairement au reste de l'usine.

Si la direction de l'usine voulait montrer que tous ses discours sur les efforts nécessaires de tous n'étaient que de vulgaires mensonges pour cacher une opération de diminution ouverte et déclarée des salaires, elle ne s'y prendrait pas autrement.

Correspondant LO





Citroën

Le chômage technique : une bonne affaire pour la direction

Les travailleurs de chez Citroën Saint-Ouen et Aulnay viennent d'apprendre qu'ils vont encore avoir à subir du chômage technique.

Ce n'est pas nouveau. En deux ans, 1980 et 1981, ils avaient déjà eu 31 jours de chômage technique.

Mais le fait nouveau, c'est que le chômage technique devient, depuis la rentrée de septembre 1983, du chômage chronique et qu'il va en s'accroissant. En octobre, novembre et décembre, il y a eu 3 jours chômés par mois. Depuis janvier, il s'agit de 4 jours par mois à Saint-Ouen-Garibaldi et à Aulnay, et 7 jours par mois à l'usine de Saint-Ouen-Epinettes.

Citroën se vante du fait que, dans ses usines, le chômage technique est payé à 60 %, alors qu'il l'est à 50 % ailleurs.

Voilà comment Citroën s'y prend : les ASSÉDIC payent 50 % des heures perdues, mais avec un minimum de 20,50 F de l'heure.

Un ouvrier qui gagne de 30 à 35 F de l'heure est payé 20,50 F de l'heure chômée (donc plus de 50 % de sa perte de salaire). Et comme la très grande majorité des ouvriers mis au chômage par Citroën ne gagnent que de 30 à 35 F de l'heure, ils sont indemnisés uniquement par la caisse des ASSÉDIC. Citroën ne paye un « complément » de 10 % que pour une minorité de chômeurs.

Ainsi le chômage technique ne coûte rien à Citroën. Mais il coûte cher aux travailleurs. Pour un salaire d'OS de 5.200 F, cela fait une perte de 100 F par jour chômé, soit 400 F dans le mois pour un ouvrier d'Aulnay ou de Saint-Ouen-Garibaldi et 700 F pour un ouvrier des Epinettes. Pourtant, Citroën se porte très bien sur le marché.

En fait, Citroën veut produire autant et même plus, en payant des salaires au rabais. Par exemple à Aulnay, où les ouvriers chôment tous les lundis, la direction essaie depuis le début du mois d'augmenter les cadences.

Les travailleurs de Citroën commencent à en avoir assez. Si, au début, un week-end prolongé de temps en temps, cela ne faisait pas de mal, aujourd'hui les pertes de salaire continuelles commencent à peser lourd et les fins de mois sont difficiles.

Et comme, en même temps, les ventes de Citroën augmentent, les ouvriers sentent qu'on se moque d'eux. Et effectivement c'est le cas. Et c'est bien parce que le chômage technique ne coûte rien à la direction qu'elle le pratique sans vergogne. Le bon moyen pour mettre fin à ces pratiques, c'est que ce soit Citroën qui paye les 40 % de perte, pas les salariés.

Correspondant LO

PTT-CRAT (Massy)

La direction fait ses mauvais coups en douce mais ça ne passe pas

Depuis plus d'un an, le personnel du CRAT (Centre régional d'approvisionnement des télécommunications) de Massy sent venir une offensive de la direction, qui essaie de lui reprendre une partie de ses primes. Déjà l'année dernière, le personnel de Massy et d'Aubervilliers avait réagi et empêché les mauvais coups de la direction. Il y a quelques semaines, le personnel a adressé une lettre à la direction régionale, pour s'assurer que la séparation du magasin en deux parties rattachées à des directions différentes ne serait pas l'occasion de leur retirer des heures supplémentaires dites « de déplacement ». La direction a répondu qu'elle ne toucherait pas à ces heures. Par contre, le nouveaux arrivants n'en bénéficient plus.

Aussi quand, mardi 10 janvier, le personnel des lignes (une dizaine de personnes) du CRAT de Massy s'aperçoit sur sa paye qu'on lui a enlevé une demi-heure de salaire, la colère est grande. Mais impossible d'obtenir une explication de la part des chefs, car le responsable du magasin n'est pas là, le directeur de production d'Aubervilliers qui coiffe les deux magasins est malade, les autres responsables prétendent qu'ils ne sont pas au courant. Alors la section CGT appelle à la grève. 95 % des agents concernés et 50 % du personnel du centre en solidarité font 24 heures de grève. Lundi 16, le responsable du magasin réapparaît. Les travailleurs vont dans son bureau pour lui demander des comptes. Il répond qu'il n'est pas au

courant. Les travailleurs lui demandent ce qu'il fait alors à cette place, puisque c'est un irresponsable. Là survient le directeur de production qui affirme lui avoir prévenu le responsable du magasin ; et les chefs se mettent à régler leurs comptes entre eux. Finalement, les travailleurs apprennent que c'est au niveau national que la demi-heure a été enlevée. Ils demandent que le jour de grève leur soit payé, puisqu'ils n'avaient pas été informés. La direction générale répond que le jour de grève ne sera pas enlevé de la paye, mais qu'il faudra le récupérer dans le déménagement qui devrait avoir lieu. Mais, comme ce n'est pas demain la veille, tout le monde espère bien que, d'ici là, la récupération sera passée aux oubliettes.

PTT (Paris 18^e)

Ministre, député, petits fours... et les postiers troublent la fête

C'est aux cris de : « Des effectifs : oui, oui, oui ! Des petits fours : non, non, non ! » que Mexandeau a été reçu jeudi 19 janvier au bureau de poste de Paris 58, l'un des bureaux satellites du 18^e arrondissement qu'il était venu inaugurer.

Nous étions une quarantaine de postiers du bureau central de l'arrondissement pour l'accueillir : des grévistes, rejoints par quelques facteurs après la fin de leur tournée. Nous faisons grève pour protester contre la suppression de deux postes de travail aux inscriptions des lettres recommandées.

Face à la direction, qui avait pris la décision de retirer deux agents de ce travail, la douzaine d'agents qui y restait affectée avait décidé de faire une grève du zèle depuis plusieurs jours déjà. Mais cette action, qui désorganisait toute la distribution, gênait souvent certains préposés chargés de porter ces lettres. Alors, jeudi 19 au matin, les agents étaient venus assister à l'assemblée générale des préposés qu'organisaient les syndicats et c'est à une soixantaine, dont une bonne trentaine de préposés

(sur les 250 du bureau) que nous avons débrayé pour exiger la restitution de ces deux positions de travail. Et nous sommes tous descendus au bureau du receveur.

Mais ce monsieur n'était pas disponible, très pressé lui aussi d'assister à l'inauguration du bureau satellite de Paris 58. Il promit seulement de nous recevoir à 17 h. Alors les deux responsables syndicaux CGT et CFDT ont appelé à reprendre le travail après seulement une heure de débrayage. Mais nous avons décidé quand même, à une trentaine, de rester en grève toute la journée, d'autant que c'était le bon jour, puisque Mexandeau était dans le quartier. Et nous avons été rejoints dans la journée par des grévistes d'autres brigades.

Après avoir installé des panneaux devant le bureau de poste, nous avons fait signer aux usagers une pétition et nous avons recueilli en une heure 250 signatures. Puis, à 11 h, nous sommes tous allés devant le bureau de Paris 58 faire une petite réception à Mexandeau qui, malgré les cordons de policiers appelés en renfort, a bien dû nous entendre.

En ressortant de l'inauguration, Mexandeau s'est éclipsé en vitesse, envoyant Jospin, député de la circonscription, tenter de nous convaincre des bienfaits du ministère des PTT.

« Nous avons créé 26 000 emplois », a-t-il affirmé. « Mais, lui a-t-on répondu, depuis plus d'un an on a bloqué toute embauche, et à Paris les effectifs ont diminué ». Et il est reparti avec la pétition signée par les usagers, que nous l'avons chargé de remettre à son compère.

On ne sait pas si, gênés par notre présence, ces messieurs n'ont pu avaler leurs petits fours. Mais ce qu'on sait, c'est qu'en fin d'après-midi le receveur de Paris 18 avait changé d'avis : il décidait de remettre — au moins pour un mois — les deux postes précédemment supprimés.

Tout le monde était content de voir qu'en se mettant ensemble, préposés à la distribution, à la manutention et agents du service général, on pouvait riposter et les faire reculer. Nous sommes prêts à remettre cela, si jamais dans un mois ils voulaient à nouveau supprimer des positions de travail.

UAP (Paris)

Débrayage contre la politique salariale du gouvernement et des assureurs

A l'UAP, à Paris, le personnel a toutes les raisons d'être mécontent de la politique salariale du gouvernement et des assureurs.

L'UAP a bien l'intention de suivre les consignes gouvernementales qui limitent les augmentations de salaires en 1984 à 6 % maximum de la masse salariale, comprenant l'ancienneté, les augmentations individuelles, les promotions, l'« effet report » des hausses de 1983 sur 1984, etc. Ce qui fait qu'à l'UAP les employés risquent de n'avoir que 1 ou 2 % d'augmentation des salaires

en 1984, si ce n'est 0 %.

C'est pourquoi, le jeudi 19 janvier, la CGT et FO appelaient le personnel à débrayer et à manifester devant le conseil d'administration, place Vendôme, siège de l'UAP.

Et c'est à 350 salariés, sur les 7 000 de la région parisienne, que nous nous sommes retrouvés.

Un comité d'accueil un peu spécial attendait les grévistes : cinq cars de flics, huissier de justice, les flics maison. Une ordonnance du tribunal de grande instance de Paris interdisait l'accès des locaux aux

manifestants. Parmi les grévistes on pouvait entendre : « Toute cette armada pour nous... Quel honneur ! »

La présidente, Yvette Chasagne, a refusé de recevoir une délégation.

Une assemblée s'est tenue, où les délégués ont pris la parole. L'huissier de justice et la direction se sont fait huer par tous les manifestants.

A l'UAP, beaucoup n'ont pas l'intention d'en rester là. Et les prochaines négociations assureurs-syndicats qui doivent avoir lieu pourraient bien être l'occasion de continuer la mobilisation...



Des milliers de travailleurs dans les rues de Paris

Face à la mobilisation des travailleurs de la Navale, le gouvernement a décidé de jeter du lest. Rien n'est bien sûr réglé et les questions en suspens sont plus nombreuses que les solutions réelles apportées. Mais, au soir de la « marche sur Paris » des ouvriers des Chantiers Normed, de la Seyne, de La Ciotat et de Dunkerque, le secrétaire d'Etat à la Mer, au nom du gouvernement, annonçait que tous les sites de construction seraient conservés et que la diminution de l'effectif se ferait sans chômeurs, par le jeu des contrats de reconversion, des pré-retraites, etc.

Les trois mille manifestants qui avaient parcouru les rues de la capitale, exprimé leur volonté de ne pas se laisser faire en même temps que leur défiance vis-à-vis du gouvernement, y sont pour quelque chose.

Le gouvernement craint la mobilisation des travailleurs. Et, celle-ci ne peut faire disparaître la crise, preuve est faite que rien n'est joué en ce qui concerne le prix auquel les travailleurs devront la payer : tout dépend encore de leur lutte.

Bateaux trois fois plus chers Où passe l'argent ?

C'est devant les réactions des travailleurs de la Navale et la veille du jour où trois mille d'entre eux sont venus manifester à Paris, que les pouvoirs publics, par la voix du secrétaire d'Etat à la Mer, faisaient savoir que la licence d'importation pour l'achat de quatre navires grumiers à la Yougoslavie était refusée à l'armateur Delmas-Vieljeux.

Selon les chiffres donnés, ce serait donc pour un an trois mille emplois qui seraient ainsi préservés. Mais qui va payer la différence de prix ? Apparemment pas les armateurs, qui sont déjà subventionnés par l'Etat (0,9 milliard de francs). Et ce sont probablement les contribuables qui vont combler l'écart entre les prix de revient.

Mais si les travailleurs contraignent les chantiers navals à ouvrir leurs livres de comptes, on découvrirait sans doute bien des raisons pour lesquelles les prix de revient sont si élevés, et bien des responsables autres que les travailleurs ou les contribuables à faire payer.

Car, enfin, d'où vient donc que la construction de bateaux en France revient trois fois plus cher qu'en Yougoslavie, en Corée ou au Japon ? Alors que, selon *L'Humanité* qui s'appuie sur les dires du président de la chambre patronale des constructeurs, les chantiers français sont les plus productifs du monde, puisqu'un navire y est construit en trente-quatre semaines, pour soixante-neuf en Corée et cinquante-sept au Japon. Plus la productivité est grande, moins les coûts de revient devraient être élevés. Alors, où passe l'argent de la différence ? Sur quelles bases sont établis les prix ?

Il est certain que, dans tous les pays, la construction navale est subventionnée par les Etats et que le coût de revient réel est, de ce fait, difficile à établir.

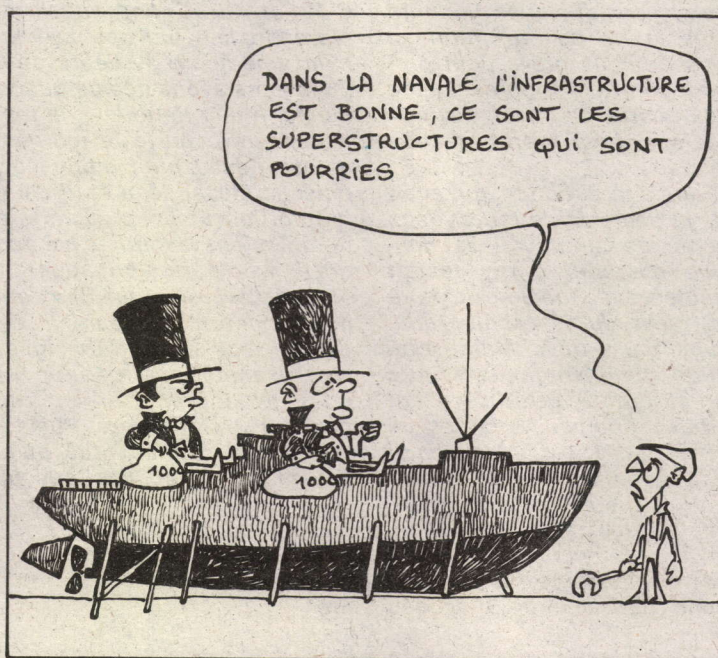
On nous dit qu'en France les salaires sont plus élevés. Mais d'après *L'Humanité*, qui s'appuie sur les indications fournies par l'OCDE, ils n'ont pas été plus élevés qu'au Japon au cours des cinq dernières années. Et puis les salaires n'entrent que pour une part dans le coût de la construction. Selon *Le Monde*, cette

part serait de 50 %. Mais là aussi il serait bon d'aller vérifier dans la comptabilité des chantiers.

Bien entendu, le prix de revient des bateaux comprend aussi l'amortissement des équipements, de la modernisation des chantiers. A quel prix ont-ils donc été payés aux fournisseurs ? Quels juteux profits des entreprises privées de toute sorte ont-elles pu réaliser en fournissant les chantiers au prix fort ? Qui a décidé, et en fonction de quels critères, l'installation d'équipements qui dépassent de loin les besoins du marché ? Il en est des chantiers navals comme de la sidérurgie, où on a continué à construire des usines tou-

part va aux banques ? Quelle part est transférée à des sous-traitants qui assurent leurs profits, et à combien se montent-ils ?

Oui, il y a sans doute bien des capitalistes qui ont tiré et tirent encore des profits des prix élevés des bateaux français. Et c'est pour ne pas les léser, ni léser non plus les profits des armateurs qui veulent acheter moins cher ailleurs, que le gouvernement prétend n'avoir le choix qu'entre le licenciement des travailleurs des chantiers ou des subventions massives à la construction des bateaux. Bref, il faudrait que les travailleurs soient sacrifiés, ou que les contribuables payent le prix fort pour que



jours plus productives, alors qu'on savait que leur capacité de production ne pourrait pas être utilisée. Mais les subventions d'Etat, qui ont été l'essentiel des capitaux qui ont servi à cette modernisation, n'ont pas été perdues pour tout le monde et ont permis l'enrichissement de nombreux capitalistes.

Qui sont-ils donc, ceux qui ont profité ainsi de cette gabegie, des subventions distribuées généreusement avec l'argent des contribuables ? Ne serait-ce pas à eux de payer maintenant, en prenant sur leurs profits passés ?

Et puis, dans le prix de revient des navires, il serait fort intéressant de savoir quelle part sert encore, ou a servi auparavant, à assurer le profit du capital ? Quelle

les profits des banques, des industriels, des armateurs qui travaillent avec la Navale soient sauvegardés.

Eh bien non, il y a un autre choix. C'est que les travailleurs aillent mettre leur nez dans les comptes des patrons, dans toutes leurs fructueuses combines, et qu'ils leur imposent à tous de produire ce qui est utile, même à perte s'il le faut, car après tout, ils se sont suffisamment enrichis dans le passé.

Il faut effectivement faire la lumière sur tout cela. Et il appartient aux travailleurs de contrôler quelles poches et quels coffres-forts ont été remplis, alors même qu'on veut aujourd'hui les transformer en chômeurs en invoquant les lois de la concurrence internationale.

Louis GUILBERT

A La Ciotat : la restructuration, sur le dos des travailleurs, et leur protestation

Quand, lundi 16 janvier, nous avons appris le plan de restructuration des chantiers du Nord et de la Méditerranée présenté par le directeur Dollois, qui prévoyait 3 000 à 5 000 licenciements sur les 12 000 salariés du groupe, toute l'après-midi, aux chantiers de La Ciotat, nous en avons discuté.

Mardi à 14 h, les syndicats ont organisé une assemblée générale. Plus d'un millier de travailleurs du bord, des ateliers et des bureaux étaient présents.

La CGT, la CFDT et la CFTC ont axé toute leur intervention sur les négociations qui seront faites entre les syndicats, appuyés par le gouvernement, et les patrons des CNM.

Quand un travailleur, connu pour ses idées révolutionnaires, a voulu prendre la parole, les syndicats lui ont coupé le micro. L'ensemble de l'assemblée s'est alors manifestée en sifflant, en huant les syndicats. Et c'est sur une baraque Algeco que le travailleur, sans micro, a défendu l'idée qu'il n'était pas question d'accepter qu'une poignée de patrons décide du sort de 12 000 travailleurs et que, pour cela, il fallait que les travailleurs se battent. Ce qui fut fortement applaudi.

Mercredi 18 janvier, les délégués syndicaux sont passés dans les ateliers pour appeler à

une action le lendemain à 9 h 30. Mais les syndicats ne précisaient rien sur le débrayage. Des travailleurs se demandaient pourquoi ils avaient choisi 9 h 30, alors que l'embauche a lieu à 7 h.

Le jeudi à 9 h 30, la CGT a rassemblé 300 ouvriers en face de la direction, entre les voitures et les mobylettes qui circulaient.

Elle nous a répartis pour distribuer les tracts des différents syndicats à l'autoroute, à la gare, aux grands centres commerciaux et aux axes routiers.

La CGT s'est mobilisée en incitant les ouvriers à s'inscrire pour la manifestation prévue à Paris le mardi 24 janvier avec les travailleurs de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat.

A La Ciotat, il reste quelques mois de travail, et bien des travailleurs pensent qu'ils seront épargnés dans un premier temps par les licenciements. Mais les plus réalistes savent que le problème se posera peut-être bientôt aussi à La Ciotat où, déjà en 1978, douze cents ouvriers avaient été licenciés.

C'est pourquoi ils comptaient se saisir de la mobilisation générale des chantiers Normed du 24 janvier pour se faire entendre eux aussi.

Correspondant LO.

La manifestation vue par les travailleurs de La Ciotat

De La Ciotat, 350 travailleurs se sont répartis dans les sept cars le lundi 23 janvier au soir pour aller manifester à Paris le lendemain.

Dès notre arrivée à 10 h 30 à la Tour Eiffel, nous sommes partis en manifestation avec nos camarades de La Seyne, qui étaient venus avec 16 cars, et de Dunkerque, venus dans 40 cars. Nous étions près de 3 200.

Toutes les rues qui aboutissaient à la manifestation étaient bloquées par des cordons de CRS. Des centaines de CRS « qui, eux, ne risquent pas le chômage », comme le faisait remarquer un travailleur, nous empêchaient d'aller vers les Champs-Élysées. Ce qui fait que nous manifestations souvent dans les petites rues peu connues.

Les réflexions fusaient : « En 1978, la droite était au

pouvoir, mais il n'y avait pas tant de CRS aux manifestations de la Navale ».

Parfois, sous la pluie et la neige, les mots d'ordre des travailleurs étaient lancés ; « Non, non aux licenciements » et « Fabriquez français » étaient aussi les plus repris. Une délégation syndicale a été reçue l'après-midi par le secrétaire d'Etat à la Mer tandis qu'à 14 heures, nous essayions de trouver à manger. C'est au retour dans les cars que les délégués nous ont annoncé que le gouvernement s'était engagé à ce que nous ayons cinq navires à construire dès février et qu'il n'y aurait pas de licenciements mais des congés de reconversion de deux ans pour suivre une formation professionnelle. Les réactions étaient mitigées : « Les stages, OK, mais au bout de deux ans,

on se retrouvera intérimaires comme les 1 200 licenciés en 1978 », ou « Il vaut mieux faire des stages que d'être au chômage. La montée à Paris aura servi à quelque chose ». Si les travailleurs de La Ciotat s'estimaient moins menacés, il n'en reste pas moins qu'ils se sentent solidaires des autres chantiers : « Pour ceux de Dunkerque, il ne leur reste plus qu'un bateau à lancer, après il n'y aura plus de travail et on ne peut pas se laisser faire pendant que les patrons touchent des subventions ». Mercredi matin, au retour, la direction nous annonçait par une note de service que, grand seigneur, elle nous autorisait à récupérer la journée de grève de mardi en venant travailler samedi, ce qui a augmenté notre colère et confirmé que nous ne pouvions pas nous laisser faire.

Correspondant LO

A Dunkerque

Avant la manifestation, la grève

Depuis l'annonce, lundi 16 janvier, par le P-DG de Nord-Méditerranée, du plan de restructuration de la Navale, c'est la grève complète aux chantiers de Dunkerque. Tout le monde se sent concerné, car on parle soit de nombreux licenciements, soit de la fermeture pure et simple du chantier où travaillent 3 200 ouvriers.

Dès mercredi, manifestations en ville et occupations se sont succédé derrière l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGC. Et depuis vendredi, dans les chantiers occupés, on a préparé la marche sur Paris décidée par les syndicats. 2 000 travailleurs s'étaient inscrits pour y aller.

Jusque-là, la mobilisation chaque matin devant les portes de l'usine était importante et les discussions allaient bon train. Les uns pensaient que, de toute façon, les patrons avaient décidé de fermer et qu'on ne pourrait rien faire. D'autres pensaient que la marche sur Paris allait être déterminante pour avoir les commandes de l'armateur Delmas, reprenant par là ce que disaient les syndicats. Certains disaient que les patrons faisaient exprès pour « foutre en l'air » le gouvernement, mais ils affichaient quand même une certaine méfiance vis-à-vis des syndicats qui ne savaient pas trop quoi dire. Car les syndicats eux-mêmes ne savaient pas ce que les patrons et le gouvernement allaient

décider. Au local syndical où les délégués se réunissaient, des travailleurs venaient voir et lors de certaines assemblées générales, quelques travailleurs n'hésitaient pas à remettre en cause la mollesse des

syndicats. C'est en particulier sous leur pression que la grève s'est poursuivie.

Mais dans l'ensemble, les syndicats avaient les choses en main.

Correspondant LO

Chantiers Alsthom-Atlantique St-Nazaire

Censure syndicale

Pendant que les travailleurs des chantiers navals de La Seyne, Dunkerque et La Ciotat manifestaient à Paris, ceux des chantiers de Saint-Nazaire étaient invités par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et CGC à un débrayage d'une heure avec meeting. 60 % environ des travailleurs ont répondu, l'ambiance n'y était pas trop. Les interventions des quatre organisations syndicales sur le thème « Il faut sauver la Navale » n'étaient pas trop écoutées. Seuls une trentaine de militants de la CGT et de la CFDT ont applaudi leurs orateurs, aucune réaction pour la CGC et FO. Le délégué CGT, surtout, avait un ton combatif, dénonçant le chantage de Delmas au sujet des quatre navires grumiers, mais aussi l'attitude du gouvernement. Il a conclu en mettant en garde contre la nouvelle mode des mutations technologiques, des restructurations qui masquent la

réalité des profits. A la fin du meeting, une travailleuse, connue pour ses idées révolutionnaires, a voulu prendre la parole pour dire entre autres que de l'argent, il y en a, et que faire payer les riches, c'est plus que jamais nécessaire. Bien vite, les micros ont été coupés. C'est ce qui a fait dire à des travailleurs : « Ils sont moins gênés pour prêter leur micro à la CGC qu'on ne voit pourtant pas souvent lorsqu'il s'agit de nous défendre ». Même si elle n'a pu être entendue très longtemps, le fait d'être montée sur la cabane des gardiens où se tenait le meeting pour prendre la parole a suscité des réactions de sympathie de la part de certains travailleurs, y compris chez les militants du PC qui lui ont reconnu le courage de s'exprimer malgré l'hostilité des dirigeants syndicaux.

Correspondant LO

Ras le badge !

Depuis le 1^{er} janvier 1984, tout le personnel de la division Télécommunications de Thomson à Gennevilliers devrait arborer, autour du cou ou au revers du veston, un badge. C'est du moins ce que voudrait la direction qui pour cela n'a pas lésiné sur les moyens. Depuis des mois, elle mène campagne pour justifier ce projet face aux syndicats inquiets des utilisations possibles d'un badge magnétique.

Pourquoi cette nouveauté ?

La direction la justifie par la nécessité de « se prémunir contre ce que l'on appelle l'espionnage industriel ». Il y avait déjà des labos et des services dans lesquels on ne pouvait rentrer que muni d'un système de passe spécial. Ce sont des labos classés « Secret Défense ».

Le badge que la direction voudrait voir porter par tous servirait pour ceux qui sont habilités à pénétrer dans leurs secteurs et, si tout le monde le portait, à déceler rapidement les éventuels espions qui circuleraient dans les couloirs, parce qu'eux, bien entendu, n'en auraient pas.

Manque de chance, le personnel ne se sent pas

une âme de James Bond. Et même si la direction a réussi à mobiliser largement l'encadrement sur ce problème, la contestation transpire par tous les bouts.

Le premier jour de la mise en place de ce système, le 2 janvier, des gardiens supplémentaires étaient en renfort à tous les postes. En même temps, la CFDT distribuait des tracts avec des dessins humoristiques appelant à boycotter le port du badge. Un travailleur, pour protester contre cet étiquetage, s'est promené une partie de la journée avec un grand placard sur le ventre, où il avait agrafé son badge, son permis de conduire, son permis de pêche...

Quelques jours plus tard, dans un secteur, a été organisée une collecte des chaînes et des attaches pour les renvoyer à la direction afin qu'elle ne gaspille pas de l'argent inutilement.

Des pressions, des menaces continuent ici où là, mais pour l'instant, la direction n'a pas trouvé de solution car il suffit que son badge soit refusé par quelqu'un pour qu'il soit inutile à tous de le porter.

Correspondant LO

échos des entreprises

Travailler à la SNPE, c'est risquer sa vie

La semaine dernière, un réacteur a explosé pendant le remplissage d'acide nitrique, et le préparateur qui effectuait l'opération a été brûlé en plusieurs endroits et est toujours hospitalisé.

On s'en doute, les conséquences auraient pu être plus graves encore. Car la sécurité utilisée pour manipuler les produits dangereux est des plus précaires. On n'a peut-être pas encore inventé des instruments de manipulation à distance ? Il n'existe peut-être pas encore de moyens de vérifier qu'on peut utiliser un réacteur sans danger ?

Bien sûr, tous ces moyens existent, mais faire prendre des risques

aux travailleurs, ça coûte moins cher à la SNPE.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Centre du Bouchet.

Petite annonce

Le tract hebdomadaire du PCF de Roussel-Uclaf, Uclaflash, a cessé de paraître depuis des mois...

Ce silence est-il un choix volontaire de tous les militants et sympathisants du Parti ?

Camarades, si vous trouvez que le bilan du gouvernement n'est pas globalement positif... on peut vous prêter notre ronéo !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Roussel-Uclaf (Romainville).

« Une lampe... le soir » d'Erskine Caldwell

Il s'agit de l'un des romans les plus attachants d'Erskine Caldwell. Caldwell est surtout connu pour avoir écrit *Le petit arpent du bon dieu* ou *La route au tabac*, dans lesquels il décrit les conditions de vie et les turpitudes des petits Blancs du « Sud profond » des Etats-Unis.

Dans *Une lampe... le soir*, l'action se passe dans le Maine, l'Etat situé tout à fait au nord-est des Etats-Unis, à la frontière du Canada, au climat rude, un Etat où la forêt l'emporte sans cesse sur les hommes et où la possession d'une terre représente la consécration du travail de plusieurs générations.

Thede Emerson est l'un de ces fermiers, dur, exigeant, âpre au gain, orgueilleux et avare. Il règne en

chef de famille incontesté sur une femme qu'il a délaissée et des enfants qu'il humilie. Car, pour lui, la terre passe avant tout. Il se fait un orgueil de maintenir son domaine, alors que bien des fermiers ont depuis longtemps déserté le combat devant l'avance de la forêt et émigré vers les villes industrielles. Certains de ces fermiers ont été remplacés par des immigrants canadiens français, les « canucks », que Thede Emerson et les autres Américains de son espèce méprisent souverainement, d'un mépris ouvertement xénophobe, d'autant plus raciste que bientôt les « canucks » se font de plus en plus nombreux dans le pays et qu'ils prennent de plus en plus de postes de fonctionnaires.

Et Thede Emerson s'entête à vouloir maintenir une lampe... le soir, à la fenêtre de sa ferme, marquant par là sa résolution de ne pas abandonner sa terre quitte à faire le malheur des siens. Quand il en prend conscience, il est trop tard.

A travers la description des rapports de la famille Emerson, Caldwell brosse un tableau saisissant et parfois tragique de ces familles de fermiers chassés par la forêt mais aussi par la crise, et fait un réquisitoire implacable contre l'intolérance et la xénophobie.

André JUILLIARD

Une lampe... le soir de Erskine Caldwell. Ed. Grasset. Coll. Les Cahiers Rouges. 36 F.

Charles-Louis Philippe
La Mère et l'enfant
Le Père Perdrix

Préface de Bruno Vercier



L'auteur vécut de 1874 à 1909 et fut considéré par Henry Poulaille comme un des précurseurs de ce qu'on appelait alors la « littérature prolétarienne », littérature qui traitait des travailleurs et de la condition ouvrière.

Fils d'un domestique et d'un savetier, Philippe vécut la vie d'un écrivain mais, comme le disait Giraudoux, il a vécu la vie du seul écrivain français « qui, né du peuple, n'ait pas trahi le peuple en écrivant ». Il fut l'ami d'Emile Guillaumin, l'auteur paysan de *La vie d'un simple*, et collabora à un journal proche des idées anarchistes, *Le canard sauvage*. Il y écrivait des chroniques sur la société. Quelques-unes figurent d'ailleurs en appendice dans ce livre.

Les deux textes proposés ici se rapportent à un thème constant chez Charles-Louis Philippe : comment ne pas trahir ses origines quand, fils de pauvre, on peut grâce à l'instruction se

faire une place au soleil et renier ses origines. La réponse que donne Philippe est le « refus de parvenir ».

Dans *La mère et l'enfant*, il raconte son enfance et rend hommage à sa mère. Dans l'autre récit, *Le Père Perdrix*, il relate l'histoire d'un jeune ingénieur, fils de pauvres, qui prend parti pour les ouvriers lors d'un conflit avec le patron, et perd ainsi sa place, ce que ses parents ne comprennent absolument pas. Il gagnera sa vie comme simple employé, cultivant son amitié pour le « Père Perdrix », un vieux travailleur retraité.

Deux petits récits attachants qui sont aussi des peintures de la vie dans les milieux populaires au début de ce siècle.

J.F.

La mère et l'enfant ; Le Père Perdrix, de Charles-Louis Philippe. Collection Folio. Ed. Gallimard. 302 pages. 30 F.

« La vie à deux » de Dorothy Parker

Ce recueil de nouvelles a été publié il y a un peu plus de vingt ans.

Dorothy Parker, qui vécut de 1895 à 1966, publia à partir de 1918 de nombreuses nouvelles et chroniques dans des maga-

zines américains. Comme d'autres intellectuels américains, elle se rapprocha dans les années 1930 du Parti Communiste. Au moment du macarthysme, elle fut poursuivie en justice pour ses opinions et

refusa le rôle de délateur qu'on voulait lui faire jouer. Elle mourut dans la misère et l'oubli.

Les nouvelles présentées ici composent un tableau de la classe moyenne américaine à laquelle elle appartenait elle-même et qu'elle connaissait bien.

« Ah comme l'on vit bien », « Ah, comme l'on est heureux » semblent conjuguer sur tous les tons les différents protagonistes de ces histoires. « Bien » ? « Heureux » ? Pas du tout, leur décoche avec humour et férocité Dorothy Parker. Votre vie est futile. Vous ne vous intéressez qu'à vous-mêmes, votre confort domestique ou sentimental. Et si ce n'est pourtant pas grand-chose, eh bien même ça, vous le ratez !

A travers le récit de mille déboires personnels et familiaux de ces petits-bourgeois mesquins et trop nantis, l'auteur brosse une peinture qui n'a pas vieilli et qui garde fraîcheur et causticité.

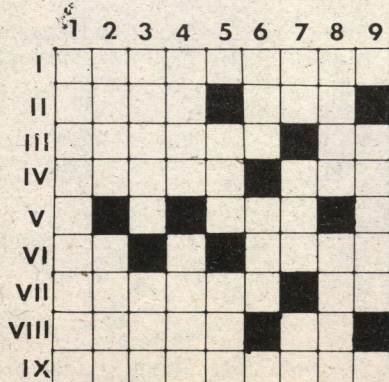
J.F.

La vie à deux, de Dorothy Parker. Collection 10/18. 252 pages. 29 F.



MOTS CROISÉS

Solution du n° précédent



HORizontalement. — I. Peut exiger l'anesthésie. II. Mérite le détour. Première. III. Allures. Pareil, en raccourci. IV. Fonction d'un autre âge. Fleuvé. V. Pas vrai. VI. Un demi pigeon. C'est à toi. VII. Intervalle. Pronom. VIII. Entre deux batailles. Le début de la littérature. IX. Elle prend la suite.

VERTICALEMENT. — 1. Venait de l'est. 2. Il n'y a pas plus mauvais. A Sienne, elle est rouge. 3. N'est plus. Annonce une répétition. 4. N'aime pas le calcul. Enlevé. 5. Sans un pli. Pas complètement vêtu. 6. Possessif. N'ajoute pas. 7. Romains. Pas là-bas, donc. Article. 8. Celui de la perdrix est dur. Dignitaire arabe. 9. Sacrée chasserresse.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	C	O	N	D	M	I	S	E	R
II	N	A	T	U	R	A	L	I	S	E
III	L	U	T	I	N		L		Q	
IV	E	X	O	T	E	R	I	Q	U	E
V	V		M	E		E	T		I	R
VI	E		A	E	R	E	E		M	U
VII	M	O	N		E	L		S	A	C
VIII	E	R		I	C		H	A	U	T
IX	N	E	U	F	H	U	I	T		E
X	T	E	R	S	E	S		O	U	R

« Le tombeau de l'éclair » de Manuel Scorza

Le tombeau de l'éclair est le dernier volume de *La guerre silencieuse* qui retrace en cinq volumes une histoire des luttes des Indiens du Pérou. Une histoire qui mêle mythe et réalité. Le tombeau de l'éclair témoigne de la révolte de 1961 des Indiens de la région de Cerro de Pasco dans la Sierra centrale.

En 1959 de nombreux puits ferment car le prix du plomb, du zinc, du cuivre, de l'argent baissent et la « Cerro de Pasco Corporation », compagnie minière américaine, licencie plus de 15 000 mineurs. Les chômeurs repartent vers les campagnes et s'ajoutent ainsi aux paysans pauvres et sans terre, alors que les grands domaines, les haciendas, occupent plus de 90 % des terres cultivables. Et la compagnie américaine ne se contente pas de licencier ; pour augmenter sa capacité électrique, elle n'hésite pas à inonder les terres basses, chassant ainsi les Indiens de leur village et de leurs terres.

La révolte de 1961, c'est la lutte des « comuneros » indiens pour récupérer leurs

terres. Ils remettent en question la propriété privée des grands propriétaires terriens, qui leur ont volé des terres qui appartenaient aux Indiens depuis des siècles et des siècles.

Genaro Ledesma, professeur et maire de Cerro de Pasco, destitué par les autorités, devient l'avocat des « comuneros » puis leur dirigeant politique. Les Indiens n'ont plus confiance en la justice qui fait traîner les procédures sur plusieurs générations et leur donne toujours tort, alors ils décident de passer à l'action et d'occuper ces terres qu'ils n'obtiendront jamais légalement.

Manuel Scorza raconte comment les « comuneros » récupèrent les terres, les partagent et s'y installent.

Le mouvement est très important, il touche des milliers de « comuneros ». Mais la révolte est réprimée sauvagement par les gardes d'assaut envoyés de Lima et la plupart des « comuneros » meurent sans même avoir un fusil pour se défendre !

Genaro Ledesma fut emprisonné avec les autres



dirigeants dans la prison sans mur au cœur de l'Amazonie péruvienne d'où il est impossible de s'évader.

Tout ce qui devait arriver était inscrit dans les ponchos que tisse l'aveugle Dona Anata qui, confondant le passé et le futur, tisse le futur. Mais il y a des hom-

mes qui ne veulent plus être des ombres tissées et qui, pour se libérer de la fatalité en même temps qu'ils se révoltent, brûlent les ponchos magiques.

Ainsi à côté d'une description détaillée des luttes des « comuneros », Manuel Scorza frappe l'imagination

du lecteur, mêlant la magie et les superstitions à la réalité politique, pour mieux dire sa foi dans la capacité des hommes à briser la fatalité.

Ghislaine GAUTHIER

Le tombeau de l'éclair, de Manuel Scorza. Ed. Belfond. 89 F.

DIDIER DAENINCKX

Meurtres pour mémoire

Ce roman publié dans la « série noire » n'est pas qu'une histoire policière. Avec en exergue la phrase suivante : « En oubliant le passé on se condamne à le revivre », *Meurtres pour mémoire* entraîne le lecteur dans un passé pas si lointain.

Celui de la guerre d'Algé-

rie tout d'abord, et du 17 octobre 1961 à Paris. Ce jour-là, à l'appel de la fédération de France du FLN algérien, 20 000 Algériens manifestèrent dans les rues de Paris pour protester contre le couvre-feu qui leur était imposé et la fermeture obligatoire des cafés nord-africains à minuit. Cette

manifestation fut sauvagement réprimée par la police parisienne. Officiellement, on annonça seulement trois morts. En fait, ce sont plusieurs centaines d'Algériens qui furent assassinés par les policiers armés et déchaînés contre les manifestants. Plusieurs passages de ce livre racontent cette journée et dénoncent en termes simples le silence qui a entouré ces événements.

L'autre passé qu'évoque ce roman est celui de l'occupation allemande et des complicités des autorités françaises dans la déportation des familles juives. Et l'auteur ne se gêne pas pour faire des allusions transparentes à l'affaire Papon qui défraya la chronique politique ces dernières années.

C'est ainsi qu'au fil d'une simple enquête policière commencée très banalement, ce roman est plus sérieux qu'il n'y paraît, dénonçant au passage les coulisses peu reluisantes de l'appareil d'Etat. Là, certains hauts fonctionnaires peuvent s'en permettre pas mal en toute impunité. On peut même dire que c'est surtout dans des ouvrages de fiction comme celui-ci qu'ils sont châtiés. Car dans la réalité, il y a rarement de « série noire » pour les criminels d'Etat...

Jacques FONTENOY
Meurtres pour mémoire de Didier Daeninckx. Coll. Série Noire n° 1945. 216 pages. 17 F.

ALAIN GERBER

LES JOURS DE VIN ET DE ROSES

nouvelles

C'est un recueil de neuf nouvelles dont la première porte le titre sous lequel elles ont été rassemblées. A travers chacune d'elles, Alain Gerber développe le même thème du caractère fragile et éphémère de l'amitié, de l'amour. On pourrait dire que pour tous ses personnages, à Istanbul comme à New York, Venise ou Corfou, tous les vins se tarissent et toutes les roses se fanent !

Dans la première nouvelle par exemple, Gaspard, trahi par son seul ami, Kolias le musicien, lui pardonne car c'est grâce à lui qu'il est sorti de la solitude, qu'il a vécu les meilleurs moments et qu'il a rencontré Katia, la belle aux yeux de myosotis. Mais Gaspard garde la peur de l'avenir, peur que tout ce bonheur se fane, passe

avec le temps.

L'automne à New York reprend le thème de l'amitié trahie. Deux adolescents sont séparés. Lorsqu'ils se retrouvent, après la guerre, l'un se considère abandonné par son ami qui s'est marié tandis que lui, engagé dans la résistance grecque, traversait les horreurs de la guerre soutenu par la pensée de cette amitié.

D'autres nouvelles évoquent la solitude, la quête du bonheur insaisissable. L'ensemble mélancolique et tendre laisse quand même une impression d'inconsistance.

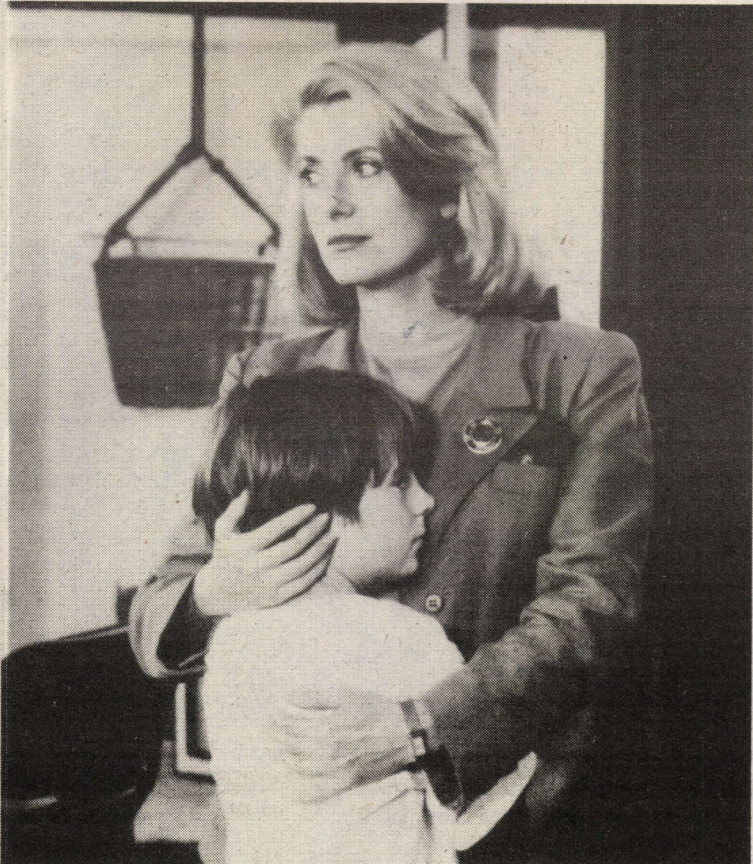
Ghislaine GAUTHIER

Les jours de vin et de roses, d'Alain Gerber. Ed. Robert Laffont. 232 pages. 69 F.



« Le bon plaisir »

de Francis Girod



Parce qu'une ancienne maîtresse n'a pu se résoudre à détruire la lettre de rupture, monument de cynisme et d'arri- visme, qu'il lui adressait au temps de sa jeunesse et qu'elle vient de se la faire dérober par un petit arracheur de sac à main, le président de la République se sent menacé.

L'intérêt de la nation exige que le scandale n'éclate pas. Le ministère de l'Intérieur est sur les dents pour retrouver la lettre, déjouer le complot, si complot il y a, décourager les maîtres chanteurs s'il y a chan- tage... Le petit voleur, lui, fri- cote avec un journaliste ambigu qui a ses entrées dans les antichambres du pouvoir.

L'histoire se noue et se

dénoue en une intrigue assez simpliste, de laquelle le prési- dent sort sans éclaboussure, un petit peu dérangé tout de même dans sa toute- puissance.

Françoise Giroud, scéna- riste, nous convie en quelque sorte à une visite des coulisses du pouvoir. Une visite toute officielle d'ailleurs. C'est la poli- tique par le tout petit bout de la lorgnette. Mais les interprètes, Trintignant, Deneuve et Ser- rault étoffent le film. Ils don- nent de l'épaisseur à leurs per- sonnages, Trintignant en prési- dent mégalomane est tout à fait étonnant. Du coup, *Le bon plaisir* devient un divertisse- ment pas désagréable du tout.

Annick MORIZET

Dans les salles parisiennes

Films récents...

CANICULE.
de Yves Boisset.

Un gangster américain aux prises avec la police et les membres plus affreux les uns que les autres d'une famille de la campagne beauceronne. De l'humour très noir...

Rex 2°. UGC Opéra 2°. Danton 6°. Montparnasse UGC 6°. Gau- mont Ambassade 8°. Norman- die 8°. UGC Boulevard 9°. Athena 12°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. Trois Parnassiens 14°. UGC Convention 15°. Trois Murat 16°. Clichy Pathé 18°. Secretan 19°.

ET VOGUE LE NAVIRE.
de Federico Fellini.

Une merveilleuse allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

Gaumont les Halles 1° (vo). UGC Opéra 2° (vo). Saint- Germain Village 5° (vo). Odéon 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Normandie 8° (vo). UGC Boulevard 9°. 14 Juillet 11° (vo). Bienvenue 15° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

LE BAL.
d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'his- toire.

Gaumont les Halles 1°. Ven- dôme 2°. Studio de la Harpe 5°. Hautefeuille 6°. Pagode 7°. Gaumont Champs-Élysées 8°. 14 Juillet 11°. Montparnasse Pathé 14°. 14 Juillet 15°.

LE GRAND CARNAVAL.
d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débar- quent en Algérie. Tableau

d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique.

Berlitz 2°. Gaumont Amba- sade 8°.

ERENDIRA.
de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amé- rique latine, Erendira, prosti- tuée et soumise par une grand- mère tyrannique, va, en rencon- trant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1° (vo). Quintette 5° (vo). Marbeuf 8°. Trois Parnassiens 14° (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse panta- lonnade.

Saint-Michel 5° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Georges V 8° (vo). Gaité Rochecouart 9°. Lumière 9°. Montparnos 14°.

LA TRAGÉDIE DE CARMEN.
de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et cor- rigé par Peter Brook. En trois interprétations.

Saint-Ambroise 11°.

LA BALLADE DE NARAYAMA.
de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une des- cription de la vie dure des pay- sans pauvres.

Quintette 5° (vo).

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film

chaleureux et plein d'humour. Olympic Luxembourg 6°. 14 Juillet Parnasse 6°.

GANDHI.
de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apô- tre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indé- pendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique. Cluny Palace 5° (vo).

... et moins récents

LES BAS-FONDS.
de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Juvet. Saint-André-des-Arts 6°.

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.
de Sydney Pollack.

Après la grande crise de 1929 aux Etats-Unis, des jeu- nes gens s'épuisent à un mara- thon de la danse.

Grand Pavois 15° (vo).

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.

L'ascension sociale d'un jeune Irlandais dans l'Europe du XVIII^e siècle. Images et musique superbes.

Grand Pavois 15°.

PÂQUES SANGLANTES.
de Giuseppe de Santis.

Dans l'Italie des Pouilles, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, des paysans pauvres dépossédés de leur terre se révoltent contre un nouveau parvenu. Surmontant leur peur, ils triomphent.

Olympic Luxembourg 6° (vo). Acacias 17° (vo).

MOLIERE
d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque. Bonaparte 6°.

TELE

ANTENNE 2 : Une série de six émissions documentaires sur l'histoire du Vietnam



Dans l'Indochine « française », même les enfants étaient embauchés à la construction de routes, sous la férule d'ingénieurs français.

Après la *Perle de l'Empire* (de l'An mil à 1945), Antenne 2 a diffusé dimanche 22 janvier le deuxième volet de cette série réalisée par Henri de Turenne, *La guerre oubliée*, consacrée à la période de 1945-1952.

1945 marque la défaite des Japonais qui, en occupant l'Indochine, ont montré que les colonialistes français pou- vaient être vaincus. Le mouve- ment d'indépendance natio- nale vietnamien, le Vietminh dirigé par Ho-Chi-Minh, pro- clame l'indépendance en août 1945.

Mais le pays reste l'enjeu des rivalités des grandes puis- sances, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis et même de la Chine de Tchang-Kaï-Tchek qui

envahit le Nord-Vietnam.

L'émission retrace les attitu- des du gouvernement français d'alors qui alterne les négocia- tions avec Ho-Chi-Minh et le Vietminh et l'intervention mili- taire brutale qui aboutira au bombardement de Haïphong. Une guerre cruelle de recon- quête du Vietnam par les Fran- çais s'engage avec l'appui financier des Américains.

Les Français tiennent les vil- les et les places fortes, les maquisards sont maîtres des campagnes, attaquent les con- vois et obligent les militaires français à se terrer.

En 1949, la victoire de Mao- Tsé-Toung donne au Vietminh un appui inestimable qui va changer le rapport des forces.

L'épisode se termine sur la vaine tentative de reconquérir une position de force, sur la défaite de Caobang, prélude à celle de Dien-Bien-Phu.

L'émission abonde en docu- ments d'actualité très vivants, enrichis par des interviews des protagonistes de l'époque.

Même si Turenne reprend pour le Vietminh l'étiquette de « communistes purs et durs », il a le mérite cependant de montrer très concrètement la politique des uns et des autres.

Bref, une émission très inté- ressante dont il ne faut pas manquer les volets suivants, le dimanche à 21 h 40, sur Antenne 2.

Gil LANNOU

THEATRE

« Patience... patience dans l'azur » à la Porte de Pantin

Electr, Prot et Neut, trois joyeux clowns-particules (l'électron, le proton et le neutron) du monde d'aujourd'hui nous font revivre l'histoire de la matière sous la direction de Monsieur Lastro. Tel est le scénario de la pièce *Patience... patience dans l'azur*, un spectacle librement inspiré du livre du même nom de l'astrophysicien canadien Hubert Reeves. Et c'est ainsi à la vitesse de la

lumière que nous sommes transportés jusqu'aux temps les plus reculés de l'évolution de la matière dont l'homme a pu percer le secret.

Depuis la concentration initiale, mélange mystérieux effroyablement chaud de lumière et d'énergie, où prennent naissance protons, neutrons et électrons en passant par la formation de l'atome d'hydrogène provoquée par

l'attraction irrémédiable d'Electr et de Prot, nous regagnons au rythme de l'univers en expansion des temps plus rapprochés. Nous découvrons ainsi les amours, en toute rigueur jamais consommées, de Prot et Electr, l'intervention de Neut dans l'élaboration de ce ménage à trois qu'est l'atome de Deutérium, la fusion dans une apothéose de lumière des atomes d'hydrogène au sein des étoiles, ces gigantesques fournaies où s'élaborent les éléments plus sophistiqués comme l'hélium, le carbone, etc. Et puis les étoiles se regroupent pour engendrer ces galaxies dont l'éloignement mutuel a permis d'étayer l'hypothèse de l'univers en expansion. Bien sûr, on s'arrête sur une galaxie particulière, essentielle pour nous, la Voie lactée, sur la genèse du système solaire, des planètes et de la Terre dont les continents sont à la dérive depuis 200 millions d'années.

C'est donc 20 milliards d'années que l'on survole en deux heures, un voyage amusant et sans prétention avec quatre acteurs qui prennent autant de plaisir que les spectateurs. Et après un tel voyage, dans le temps, dans l'espace, on n'a plus qu'une seule envie c'est de lire — ou relire ! — le livre d'Hubert Reeves ou tout autre livre d'astrophysique !

Ghislaine GAUTHIER

Jusqu'au 29 février 1984, tous les jours à 20 h 30, le dimanche à 16 h, relâche le lundi. Prix des places : 60 F. Sous chapiteau chauffé.

Le livre de Hubert Reeves : *Patience dans l'azur*. L'évolution cosmique. Editions Seuil-Sciences ouvertes.



William Ter



par le Théâtre La Bruyère

Ne cherchez pas dans les livres d'histoire, vous ne trouverez pas le roi William I^{er}. Car William I^{er} c'est William Shakespeare dont les pièces racontent l'histoire des rois et leur soif de pouvoir.

Comme les auteurs l'ont voulu, « dans cette comédie, William, jeune, est transporté magiquement au cœur de son œuvre, navigue en plein quiproquo au milieu de ses personnages qui entrent et sortent contre sa volonté et qu'ils ne parvient pas encore à maîtriser ». Heureusement, parmi eux se trouve le fou du roi qui reconnaît en William, le futur Shakespeare. William, qui se transforme peu à peu de poète naïf, fraîchement arrivé à la cour, en un observateur très averti et même intrigant, ambitionne pour l'amour de la reine de

prendre la place du roi... Comme il a pour lui l'habileté du fou du roi, la complicité de la reine et la force de son imagination, il réussira à travers force complots et coups de théâtre à devenir William I^{er}, Roi des Poètes.

C'est une comédie pleine d'humour, de vie, et même de truculence qui enchantera aussi bien ceux qui ne connaissent pas l'œuvre de Shakespeare que ceux qui en sont familiers.

Un excellent spectacle.

S.L.

Tous les jours (sauf le lundi) à 21 h et le dimanche à 15 h. Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère 75009 Paris. Tél. : 874.76.99. Prix des places : 55 F, 70 F et 90 F. Collectivités : 55 F. Etudiants et C.V. : 40 F.

TELE

Sélection

Samedi 28 janvier

20 h 35. TF1. **Série noire**. Cette semaine commence la diffusion d'une série de téléfilms, inspirés des titres de cette collection de romans policiers, et présentés par Victor Lanoux. Et le premier film, *L'ennemi public n° 2*, est une histoire de « paumés » violents et voleurs (avec Jean-François Stévenin et Jean-Pierre Sentier).

Dimanche 29 janvier

18 h. A2. **Dimanche Magazine** de Michel Toulouze propose trois reportages dont l'un évoque la situation actuelle en Israël.

20 h 35. TF1. Film : **Nous nous sommes tant aimés** d'Ettore Scola (1975) avec Stefania Sandrelli, Nino Manfredi, Vittorio

Gassman. Evocation tendre et humoristique de l'évolution de trois amis de la Libération à nos jours, en Italie.

20 h 35. FR3. Film : **Teresa la voleuse** de Carlo di Palma (1976) avec Monica Vitti. En version originale, la vie d'une jeune fille pauvre qui devient voleuse.

21 h 40. A2. **Vietnam**. Troisième volet de la série historique et documentaire d'Henri de Turenne sur l'histoire du Vietnam : La bataille de Dien-Bien-Phu, où l'armée française fut défaite.

22 h 50. FR3. Cinéma de minuit : **Appelez Nord 777** d'Henry Hathaway (1947). James Stewart en gentil journaliste à la recherche d'un homme qui a tué un policier douze ans avant. Le réalisme de la mise

en scène rattrape le conformisme de l'intrigue.

Lundi 30 janvier

20 h 35. TF1. **L'avenir du futur**. Introduit par le film comique **Branle-bas au casino** de Richard Thorpe (où Steve McQueen utilise une martingale... électronique pour gagner à coup sûr), le débat porte sur la place future de l'informatique dans la vie quotidienne.

Mardi 31 janvier

20 h 35. TF1. **Politiques**. L'invité est Edmond Maire, un des bons apôtres de la rigueur pour... les travailleurs.

20 h 40. A2. **Western : El Dorado** de Howard Hawks (1967), avec Robert Mitchum et John Wayne. Remake de **Rio Bravo**, du même réalisateur, ce

bis est une réussite.

22 h 10. TF1. **Apocalypse Na**. Du café-théâtre satirique sur le thème de la guerre.

Mercredi 1^{er} février

20 h 35. FR3. **Elia Kazan, Outsider**. Un film sur ce réalisateur américain suivi de son interview réalisée par Michel Ciment, dans laquelle Kazan revendique le reniement de ses idées communistes et la dénonciation de ses amis au cours du maccarthysme.

Jeudi 2 février

21 h 30. A2. **Résistances**. Présentées par Bernard Langlois, une série de dossiers sur la résistance afghane, la torture au Salvador, les disparus en Argentine, les mouvements de protestation aux Philippines...

Vendredi 3 février

20 h 35. A2. **La guérilla**. Premier épisode d'un feuilleton (scénario de Jorge Semprun) qui a pour thème la résistance espagnole aux armées de Napoléon.

21 h 35. A2. **Apostrophes**. Sur le thème « racines », il sera question de la vie paysanne, en France au début de ce siècle (Eugène Weber), en URSS entre les deux guerres (Nicolas Werth) et en Hongrie (Jean Malaurie).

23 h. A2. Ciné-Club : **Les dames du bois de Boulogne** de Robert Bresson (1947). Son dernier film avec des acteurs professionnels, notamment Maria Casarès. Une femme délaissée se venge de son amant. D'après Jacques le Fataliste de Diderot.

Le gouvernement recule devant les éleveurs en colère



Pendant quelques jours, les éleveurs ont réussi à bloquer totalement le réseau ferré breton.

Les éleveurs bretons ont fait entendre leur colère. Depuis le début du mois déjà, ils s'étaient mobilisés à plusieurs reprises pour protester contre l'importation de viande de porc. Puis le ton a monté. Dans la nuit du jeudi 19 janvier, plus d'une centaine d'entre eux ont envahi la préfecture de Brest, à l'issue d'une réunion syndicale, et en quelques instants l'ont mise à sac. Mardi 24, ils ont à divers endroits bloqué les voies ferrées sur les grands axes reliant la Bretagne, déposant des benes en plein milieu des voies. Et mercredi 25, pas un train ne circulait dans toute la région, tandis que quelques affrontements avaient lieu avec les CRS envoyés contre les manifestants.

La principale cause du mécontentement des éleveurs bretons est la chute des cours du porc, de 11 F le kilo en septembre dernier à 9,35 F, alors qu'ils chiffrent le prix de revient de l'animal à 10 F le kilo et que, selon eux, les jeunes agriculteurs récemment installés devraient vendre le kilo de porc à 11 F au moins, pour rentabiliser leur exploitation et être capables de faire face aux remboursements des emprunts contractés. A cela s'ajoute l'annulation, depuis le 1^{er} janvier, des correctifs tarifaires de la SNCF en vigueur depuis 1962 (qui accordaient des réductions au transport des marchandises provenant ou en direction de la Bretagne) et, depuis dimanche, la demande de mise en liberté d'un dirigeant du CDJA arrêté à la suite de la mise à sac de la préfecture de Brest.

Devant les manifestations des éleveurs bretons, le gouvernement emploie un ton ferme, condamnant les violences commises... en même temps qu'il recule pas à pas. C'est ainsi que Rocard, ministre de l'Agriculture, qui avait commencé par refuser d'interdire en France la vente du porc hollandais, victime d'une épizootie, en déclarant que celle-ci était « réduite et localisée » et que la viande offrait donc toutes les garanties sanitaires, a fini par céder sur ce point. Et dans le même temps où il s'élevait contre les « abus » commis, il annonçait le 18 janvier la création d'une « caisse de régulation » pour accorder des prêts aux éleveurs bretons. De même, après avoir refusé de recevoir une délégation d'éleveurs suite à la « séquestration » des transporteurs et aux « violences de tous ordres » commises, il a finalement accordé une entrevue, jeudi 26, aux responsables syndicaux, entrevue annoncée alors même que les « actes de violence inadmissibles » n'avaient en rien régressé...

Ainsi, en manifestant bruyamment leur mécontentement, en généralisant leurs actions et en montrant leur unité, les éleveurs bretons se sont donné les moyens de se faire entendre du gouvernement. Et cela même si, dans la situation actuelle et pour bon nombre d'entre eux, ils ne sont pas les plus à plaindre. Car, parmi tous ceux qui manifestent, il y a certes de petits agriculteurs aux prises avec de réelles difficultés ; mais il y a aussi

beaucoup de gros exploitants, de vrais industriels de l'agriculture (10 % des éleveurs assurent 90 % de la production de porcs régionale), comme par exemple Alexis Gourvenec, l'un des responsables du Crédit Agricole. Et ceux-là ont des intérêts infiniment plus proches de ceux de n'importe quel patron que de ceux des travailleurs ou même des petits agriculteurs. Ce sont aussi ceux-là que l'on retrouve aujourd'hui à la tête du mouvement de protestation et qui dénoncent d'autant plus violemment le gouvernement qu'il porte une étiquette de gauche.

Aujourd'hui, le gouvernement recule. Mais s'il en est ainsi, c'est bien parce que les agriculteurs se sont battus et ne se sont pas contentés de jérémiades respectueuses. Ils ne jurent pas que par la concertation, comme les dirigeants des syndicats ouvriers qui n'ont rien trouvé de mieux que d'appeler à une manifestation avec les partis de gauche, mardi dernier à Brest, pour condamner les violences commises par les agriculteurs ! Ils ne comptent pas que sur les négociations autour du tapis vert, comme les dirigeants des syndicats ouvriers, même lorsqu'elles n'aboutissent qu'à satisfaire les revendications des patrons licenciés.

Alors oui, parmi les paysans qui ont manifesté, tous ne sont pas, loin de là, des victimes de la crise, luttant pour leur survie. Mais leurs méthodes ont au moins le mérite d'être efficaces.

Marianne LAMIRAL

Renifleurs et arnaqueurs

« Où est donc passé le pognon ? » s'interroge *Libération* du 26 janvier, revenant sur l'affaire des avions renifleurs. Un joli tas de pognon d'ailleurs, puisqu'à la suite d'une expertise financière effectuée à sa demande l'équipe de *Libération* arrive à la conclusion que ce sont 223,6 millions de francs, soit plus de 22 milliards de centimes, qui se sont envolés dans la nature.

Au profit de qui ? Allez savoir ! Pas du comte Alain de Villegas, l'un des deux « inventeurs », aujourd'hui paraît-il sur la paille, pris à la gorge par Elf-Erap qui le somme de rembourser 103 millions de francs et contraint de vendre jusqu'au château de ses ancêtres en Belgique. Ni au profit non plus de son compère Aldo Bonassoli qui, esprit inventif mais désintéressé, serait tout à fait déboussolé par ces basses histoires de gros sous ! Quant aux autres protagonistes, ils se renvoient évidemment la balle, sans qu'aucune expertise ni enquête ait pu apporter jusqu'à maintenant les preuves qu'ils ont mis un doigt ou toute la pogne sur le magot.

Qu'il s'agisse de Giscard (« Adressez-vous à Chalandon »), de Chalandon qui prit la succession de Guillaumat à la tête d'Elf-Erap (« Pas un franc n'a été détourné »), d'Antoine Pinay qui fut un chaud partisan de toute l'opération (« Les sommes furent bien plus modes-

tes »), de M^e Violet, membre du service du contre-espionnage français, avocat, conseiller et protecteur de Villegas (« Daniel Boyer pourrait apporter tous les éclaircissements », de Daniel Boyer, fondé de pouvoir de Villegas en 1978 (« C'est maître Violet le maître du jeu de toute l'affaire ») ou enfin de Philippe de Weck, banquier suisse et président de la société Fisalma dont Villegas était le seul actionnaire, personne, mais absolument personne ne sait comment il se fait qu'aujourd'hui plus de 22 milliards de centimes restent introuvables ! Quand des gens si bien placés pour tout savoir déclarent qu'ils ne savent rien, comment l'enquête pourrait-elle aboutir ? Sans compter qu'elle doit démêler les fils d'une embrouille qui passe par les multiples sociétés filiales, écrans, bidons, liées par des montages financiers volontairement compliqués, par lesquelles se blanchissait l'argent, et qui sont dispersées aux quatre coins de la terre, de la Suisse à Panama, en passant par l'Irlande et le Liechtenstein. Non, ni Elf-Erap ni l'Etat ne sont près de rentrer dans leurs fonds.

Moralité : tout cela ne serait pas arrivé si, avant de lâcher les sous, l'Etat avait voulu être aussi pointilleux que la Sécurité sociale lorsqu'il s'agit de nous verser un simple remboursement maladie !

Lucienne PLAIN

Reagan et la relance

9 milliards de dollars sur orbite

Dans son discours sur l'état de l'Union, Reagan, le 25 janvier, a fait le bilan de l'année 1983. « Nous pouvons être fiers de dire : nous sommes les premiers, nous sommes les meilleurs, et nous le sommes parce que nous sommes libres ».

Mais à part cette proclamation de foi et d'auto-satisfaction, Reagan s'est livré à la justification de l'envoi de marines au Liban, et il a assuré que les Etats-Unis ne cherchaient pas la guerre nucléaire et souhaitaient le dialogue avec l'URSS. Il a réaffirmé la volonté de renforcer les valeurs traditionnelles et de « trouver des solutions à la tragédie de l'avortement », et a fait part de la volonté de réduire les dépenses de l'Etat sans réduire le budget de la Défense. Ça, c'était pour le ronron. La nouveauté, c'est que le président des Etats-Unis a annoncé la construction d'une station spatiale habitée qui coûtera la bagatelle de... 9 milliards de dollars (72 milliards de francs), opérationnelle pour 1992. Cette station pourrait, paraît-il, servir un jour à l'utilisation de lasers pouvant détruire les missiles nucléaires avant qu'ils n'aient atteint leurs cibles.

Si avec ça l'Amérique ne s'envoie pas en l'air, c'est

qu'avec Reagan le charme est rompu et qu'il peut se rhabiller pour les élections, car une veste l'attend.

Mais il paraît que c'est justement le contraire et qu'en décembre 1983 sa cote de popularité lui donnait 58 %.

Pour Reagan, les indicateurs économiques américains sont des atouts pour sa campagne électorale : le taux de croissance annuel a été de 4,5 %, le taux d'inflation de 3,8 %. A condition tout de moins de ne pas trop lorgner sur le déficit budgétaire. Car lui, il est de 180 milliards de dollars — le plus fort jamais atteint — et l'origine essentielle (selon *Le Figaro* du 26 janvier, journal qui ne tarit pas d'éloges à l'égard de Reagan) « est une augmentation de 73 % des crédits militaires depuis trois ans en dépit... de la réduction de nombreux programmes sociaux ».

Avant qu'une telle relance ne retombe, il était opportun de placer sur orbite le projet de station spatiale habitée. Qui peut savoir après tout si, en faisant partir des milliards dans l'armement et dans l'espace, l'illusion que le capitalisme est en bonne santé ne sera pas prolongée ?

Louis GUILBERT